



MUNICIPAL

Gazette MUNICIPALE DE—OF Montreal

Paraît le lundi matin

Published every Monday morning

Abonnements Subscriptions \$2 par an a year

Payables d'avance
Payable in advanceOrgane officiel de la Corporation
de la Ville de MontréalOfficial organ of the Corporation
of the City of Montreal

CANADA

OPINIONS LEGALES

Obligation de la "Montreal Water & Power Co." de fournir l'eau dans certaines rues du quartier Saint-Denis

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 19 octobre 1906.

Au Président et aux Membres de la Commission des Finances.

Messieurs,

Re DEMANDE DES PROPRIÉTAIRES DES RUES GILFORD, BRÉBEUF ET BOYER, QUARTIER SAINT-DENIS, POUR QUE LA "MONTREAL WATER & POWER CO." SOIT TENUE DE FOURNIR L'EAU DANS LESDITES RUES, ETC.

Après avoir pris communication de la résolution de votre Commission concernant la demande des propriétaires des rues Gilford, Brébeuf et Boyer, du quartier Saint-Denis, à l'effet que la "Montreal Water & Power Co." soit tenue de fournir l'eau dans lesdites rues, etc., ainsi que des autres documents annexés à la présente, nous avons l'honneur de répondre comme suit aux questions soumises au Département en Loi en ce qui regarde la "Montreal Water & Power Co." et la demande des propriétaires des rues Gilford, Brébeuf et Boyer.

Le 7 octobre 1891, le conseil municipal de la Côte Saint-Louis, incorporé par la loi 53 Victoria, chap. 75, édictait un règlement (No 15) accordant à la Compagnie susdite un privilège de cinquante (50) ans pour l'exploitation d'un aqueduc dans les limites de ladite municipalité.

Le 8 octobre de la même année, un contrat notarié fut passé entre les parties pour donner effet audit règlement.

A l'article 9 de ce règlement et de ce contrat, il est déclaré ce qui suit:

"9. Outre les rues actuellement fournies d'eau, ladite Compagnie ne sera pas tenue de faire les travaux nécessaires et de poser les tuyaux requis pour la fourniture de l'eau, à moins que le revenu qu'elle retirera chaque année, des habitants de ces rues, ruelles ou autres places publiques, représentent un pourcentage de dix pour cent sur le coût du matériel et de la pose des tuyaux nécessaires à la fourniture de l'eau dans lesdits endroits. Au cas de divergence d'opinion, sur ce point, entre ladite Compagnie et la Corporation, la question sera laissée à la décision d'un ingénieur choisi de consentement mutuel ou à défaut d'entente, nommé par un juge de la Cour Supérieure."

Le 24 décembre 1903, un arrangement est intervenu entre la Ville de Montréal, dont fait maintenant partie la ci-devant ville de la Côte Saint-Louis, et ladite "Montreal Water & Power Co." arrangement conclu devant Mtre Victor Morin, changeant radicalement les obligations de la municipalité. Alors que la clause 9 du contrat et du règlement précités n'obligeait la Compagnie à fournir l'eau que lorsqu'elle recevrait un revenu de 10% sur ses frais d'installation, le nouveau contrat donnait à la municipalité le

Troisième année
Third year

NO 40

5 November
November 1906Les abonnements sont reçus chez
Le Trésorier de la Ville de Montréal,
Hôtel de VilleLes autres communications doivent
être adressées au directeur de
"LA GAZETTE MUNICIPALE"
Hôtel de VilleForward subscriptions to
The City Treasurer of Montreal
City HallAll other communications should be
addressed to the managing-editor of
"The Municipal Gazette"
City Hall

TELEPHONE: MAIN 4240

LEGAL OPINIONS

Obligation of the Montreal Water & Power Co., to Supply Water in Certain Streets of St. Denis Ward.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, October 19th, 1906.

To the Chairman and Members of the Finance Committee.

Gentlemen,

Re PETITION OF PROPRIETORS OF GILFORD, BRÉBEUF AND BOYER STREETS, ST. DENIS WARD, ASKING THAT THE MONTREAL WATER & POWER CO. BE BOUND TO SUPPLY WATER IN SAID STREETS, ETC.

After taking communication of the resolution adopted by your Committee anent the petition of proprietors of Gilford, Brébeuf and Boyer streets, St. Denis ward, asking that the Montreal water & Power Co. be bound to supply water in said streets, etc., and after taking communication of the other documents annexed to the present petition, we have the honor to answer as follows to the questions submitted to the Law Department concerning the Montreal Water & Power Co. and the petition of proprietors of Gilford, Brébeuf and Boyer streets.

On the 7th October 1891, the municipal council of Côte St. Louis, incorporated by Act 53 Victoria, Chapter 75, made a by-law (No. 15) granting the said Company a privilege of fifty (50) years to operate a water plant within the limits of said municipality.

On the 8th of October of the same year, a notarial deed was made between the parties in order to enforce said by-law.

In article 9 of the by-law and of the contract aforesaid, it was stated as follows:

"9. Apart from the streets at present supplied with water, the said Company shall not be bound to do the necessary work and lay down the pipes required for the supply of water, unless the water rates to be paid yearly by the inhabitants of such streets, lanes and other public places, shall represent a revenue (percentage) of ten per cent upon the cost of the materials and laying of the pipes necessary to supply water in such places. In case of divergence of opinion upon this point between the said Company and the Corporation, the question shall be left to be decided by an engineer appointed by mutual consent and in default of such consent by a judge of the Superior Court of Montreal."

On the 24th December 1903, an agreement was made between the City of Montreal, of which the town of Côte St. Louis is now a part, and the said Montreal Water & Power Co., agreement made before Mr. Victor Morin, notary, changing completely the obligations of the municipality. Clause 9 of the then aforesaid contract and by-law did not oblige the Company to supply water only when receiving a revenue of 10% on its installing costs, the new agree-

droit absolu de faire fournir l'eau à aucun de ses contribuables dans le quartier Saint-Denis, en par elle payant annuellement une somme équivalente à 10 cents par pied de tuyaux ainsi posés par la Compagnie sur l'ordre et à la demande de la Corporation.

Nous reproduisons ici les clauses 1, 2 et 7:

" 1.—Que nonobstant les dispositions, conditions ou restrictions sus-mentionnées, la Compagnie "Montreal Water & Power" devra poser des tuyaux à eau et fournir l'eau dans les rues publiques, dans ledit quartier Saint-Denis, aux conditions suivantes:

" 2.—Ladite Compagnie ne sera pas tenue de poser des tuyaux et de fournir l'eau ayant qu'un ordre de ce faire ne lui ait été donné par la Cité, mais la Cité aura le droit incontestable de donner tel ordre ou tels ordres, et la Compagnie sera alors absolument tenue de poser des tuyaux et de fournir l'eau dans toutes les rues publiques, ou partie d'icelles, que la Cité désignera, sans égard pour le revenu que la Compagnie en retirera, pourvu que la Compagnie ne soit pas obligée de poser des tuyaux à moins que l'ordre de ce faire ne comporte un raccordement avec le réseau de la Compagnie existant alors;

" 7.—La Cité paiera, tous les ans, à la Compagnie une somme équivalente à 10 cents par pied de tuyaux, ainsi posés par la Compagnie, à la demande de la Cité, en vertu du présent contrat, ladite somme devant être payable par versements semi-annuels, les premiers jours de janvier et de juillet de chaque année. Ladite somme deviendra due de temps à autre et aussitôt que la Compagnie aura exécuté tout ordre qui lui aura été donné et aura lancé l'eau dans les tuyaux qui y seront spécifiés et dès qu'elle aura notifié la Cité qu'elle est prête à y faire circuler l'eau. Le montant payable, à tel taux, sera établi et sera payable durant une période de 10 ans, à partir de ladite date. Si l'ordre excède 500 pieds linéaires, les paiements commenceront à partir de la date de l'achèvement, comme susdit, de chaque section de 500 pieds."

Ces conditions nouvelles sont stipulées pour une période de dix ans, et il est déclaré au contrat du 24 décembre 1903, clause 9, qu'à l'expiration dudit contrat les droits et les obligations des parties seront réglés par les contrats en force le 24 décembre 1903, et que toutes les clauses de ces contrats antérieurs, qui sont modifiées par l'arrangement du 24 décembre 1903, redeviendront en force. En présence de ces clauses formelles et du préambule dudit contrat qui se lit comme suit:

" Attendu que la Compagnie "Montreal Water & Power" fournit actuellement l'eau aux habitants du quartier Saint-Denis, en la Cité de Montréal, en vertu d'un contrat passé devant John Fair, N.P., le huitième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt onze, entre ladite Compagnie et la Ville de la Côte Saint-Louis, et d'un contrat supplémentaire passé devant V. Morin, N.P., le onzième jour de septembre, mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, entre ladite Compagnie et la Cité de Montréal;

" Attendu que d'après ces deux contrats, la Compagnie n'est tenue de poser des tuyaux et de fournir l'eau qu'à certaines conditions qui ne répondent pas aux besoins de la situation actuelle;

" Et attendu que la Cité désire assurer un service d'eau à tous les contribuables du quartier Saint-Denis, partout où et toutes les fois qu'elle le demandera à la Compagnie."

Nous sommes d'opinion:

1.—Que la Compagnie n'est pas tenue de poser aucun tuyau à l'eau dans les limites du quartier Saint-Denis à moins d'en recevoir l'ordre de la Ville;

2.—Que la Ville ne peut donner tel ordre sans payer la somme ci-dessus mentionnée;

3.—Que les dispositions du règlement original, imposant à la Compagnie l'obligation de fournir l'eau lorsqu'elle retirerait un revenu de 10% de ses services, ont été abrogées.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos très humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et Avocat en Chef de la Ville,

(Pour les avocats de la Ville.)

ment gave to the municipality the absolute right to have water supplied to its ratepayers in St. Denis ward, the City paying annually a sum equivalent to 10 cts per foot of pipe laid by the Company on the order of the Corporation.

Hereunder we reproduce clauses 1, 2 and 7:

" 1. That notwithstanding the provisions, conditions or restrictions above referred to, the Montreal Water & Power Co. shall lay water pipes and supply water in the public streets in the said St. Denis ward, upon the terms and conditions following:

" 2. The said Company shall not be bound to lay any pipes and supply water unless and until an order to do so has been given by the City, but the said City shall have the undisputed right to give such order or orders, and the Company shall then be absolutely bound to lay pipes and supply water in any and all the public streets, or part of them, the City may choose to designate, without any regard to the revenue to be derived therefrom by the said Company, provided that the said Company shall not be required to lay any pipes unless the order to do so includes a connection with the Company's system then in existence.

" 7. The City of Montreal, aforesaid shall pay annually to the said Company a sum equivalent to ten cents per foot of pipe so laid by the said Company, at the request of the said City, under the terms of this contract, the said sum to be payable by semi-annual instalments on the first day of the months of January and July, in each year. The said payment shall become due from time to time and so soon as the said Company has completed any such order and has turned the water on to the pipes specified therein, and has notified the said City that it is prepared to supply water thereto, the amount payable at such rates shall be established and shall be due and payable during a period of ten years from and after the said date. If the order exceeds five hundred feet in length, the payments shall begin from the date of completion and supply of water, as aforesaid, of each section of five hundred feet."

These new conditions were stipulated for a period of ten years, and it was stated, in the agreement of the 24th December 1903, clause 9, that, at the expiry of said contract the rights and obligations of the parties shall be settled by the contracts in force the 24th of December 1903, and that all the clauses of the previous contracts, which were modified by the agreement made the 24th December 1903, shall be revived.

Considering such formal clauses, and the preamble of said agreement which reads as follows:

" Whereas the Montreal Water & Power Company is at present supplying water to the inhabitants of St. Denis ward, in the City of Montréal, under the terms of a contract entered into before John Fair, notary at Montréal, on the eighth day of October eighteen hundred and ninety-one, between the said Company and the Town of Côte Saint-Louis, and a supplementary contract entered into before Mr. Victor Morin, the undersigned notary, on the eleventh day of September, eighteen hundred and ninety-nine, between the said Company and the City of Montréal;

" Whereas according to these two contracts, the said Company is bound to lay pipes and supply water only on certain conditions which do not meet all the exigencies of the present situation;

" And whereas the City wishes to secure a water service to all ratepayers of St. Denis ward, wherever and whenever it will demand it from the said Company."

We are of opinion:

1.—That the Company is not bound to lay any water pipes within the limits of St. Denis ward, until an order to do so has been given by the City;

2.—That the City cannot give such order without paying for the above mentioned sum;

3.—That the original provisions of the by-law, imposing upon the Company the obligation of supplying water, when the Company would derive a revenue of 10% therefrom, have been repealed.

We have the honor to be, Gentlemen, your most humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

Chief City Counsel and Attorney.

(For the City Attorneys.)

Imposition des Marquises ou Auvents fixes

DÉPARTEMENT EN LOI

Montréal, 26 octobre 1906.

Au Président et aux Membres de la Commission des Finances.

Messieurs,

Re MARQUISES OU AUVENTS FIXES.

Ayant pris communication de la résolution de votre Commission en date du 5 octobre courant, se lisant comme suit:

"Soumise et lue une lettre de M. Bienvenu au sujet des marquises ou auvents fixes."

"*Résolu:* De demander l'opinion des avocats de la Ville sur la procédure à suivre pour donner effet audit rapport" ainsi que des différents documents y-annexés, nous sommes d'opinion que pour donner effet au rapport de M. Bienvenu, il n'y a, pour votre Commission, qu'à déterminer le montant à être chargé comme prix du loyer annuel, et de suivre la procédure qui est indiquée dans le document annexé et intitulé "Manière de procéder." Le tout humblement soumis.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos très humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

*Procureur et avocat en chef de la Ville.
(Pour les Avocats de la Ville.)*

Effacement de la ligne homologuée de la rue Lagauchetière

DÉPARTEMENT EN LOI

Montréal, 29 octobre 1906.

A Son Honneur le Maire et à Messieurs les Echevins de la Ville de Montréal.

Messieurs,

Re DEMANDE DE FAIRE EFFACER LA LIGNE HOMOLOGUÉE SUR LA RUE LAGAUCHETIÈRE, DE LA RUE VISITATION À LA RUE SAINT-ANDRÉ.

Le rapport de la Commission de la Voirie, à l'effet de faire effacer la ligne homologuée existant sur la rue Lagauchetière, de la rue Visitation à la rue Saint-André, nous ayant été référé par votre Conseil pour savoir si, dans le cas de l'adoption de tel rapport, la Ville encourrait certaines responsabilités, nous avons l'honneur de répondre comme suit:

Etant donné le rapport de l'inspecteur de la Ville, qu'aucune bâtie n'a été érigée sur la ligne homologuée de la rue Lagauchetière, et ce, depuis la rue Saint-André jusqu'à l'avenue Papineau, la Ville peut donc, sur un vote des deux tiers des membres de tout le Conseil, demander par requête à cet effet, à la Cour Supérieure ou à l'un des juges d'icelle, en suivant la procédure indiquée par la Charte, que la carte ou plan de la Ville soit modifié, en en faisant disparaître la ligne homologuée qui existe sur la rue Lagauchetière, et ce, depuis la rue Visitation jusqu'à la rue Saint-André, la Ville de Montréal, par ce fait, n'encourant aucune responsabilité, si ce n'est les frais nécessairement occasionnés sur la requête ci-dessus, ainsi que pour donner avis de cette dernière dans quatre journaux de cette Ville.

Le tout humblement soumis,

L.-J. ETHIER,

*Procureur et Avocat en Chef de la Ville.
(Pour les avocats de la Ville.)*

Tax Upon Fixed Awnings.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, October 26th 1906.

To the Chairman and Members of the Finance Committee.

Gentlemen,

Re FIXED AWNINGS.

Having taken communication of the resolution of your Committee, dated the 5th October instant, which reads as follows:

"Submitted and read a letter from Mr. Bienvenu, re question of fixed awnings."

"*Resolved:* To ask the opinion of the City Attorneys on the legal way of giving effect to such report;" and also as to the different documents annexed to same, we are of opinions that in order to give effect to Mr. Bienvenu's report, your Committee has only to determine the amount to be charged as annual rental price, and to follow the procedure shown in the annexed document, entitled "Mode of proceeding." The whole humbly submitted.

We have the honor to be, Gentlemen, your most humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

*Chief City Counsel and Attorney.
(For the City Attorneys.)*

Erasure of Homologated Line on Lagauchetière Street.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, October 29th 1906.

To His Worship the Mayor and to the Aldermen of the City of Montreal.

Gentlemen,

Re PETITION TO HAVE HOMOLOGATED LINE OF LAGAUCHETIÈRE STREET ERASED, FROM VISITATION TO ST. ANDRÉ STREETS.

The Road Committee's report, to erase the existing homologated line of Lagauchetière street, from Visitation to St. André streets, having been referred to us by your Council to ascertain, whether, in case such report would be adopted, the City would incur certain responsibilities, we have the honor to answer as follows:

Whereas the City Surveyor's report, stating that no building has been erected on the homologated line of Lagauchetière street, from St. André street to Papineau avenue, the City may, by a vote of two-thirds of the members of the whole Council, ask the Superior Court or one of the judges of said court, (by following the procedure indicated by the City Charter) that the map or plan of the City be modified, by erasing the homologated line existing on Lagauchetière street, from Visitation to St. André street; the City of Montreal, by this procedure incurring no responsibility whatever, except the costs necessarily caused by the above petition, also the costs of notices of said request in four newspapers of this City.

The whole humbly submitted,

L. J. ETHIER,

*Chief City Counsel and Attorney.
(For the City Attorneys.)*

Re Attributions des Commissions Permanentes et spécialement de la Commission des Finances

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, le 29 octobre 1906.

A Son Honneur le Maire et à Messieurs les Echevins de la Ville de Montréal.

Messieurs,

Re QUESTIONS SOUMISES AUX AVOCATS DE LA VILLE À LA DEMANDE DE M. L'ÉCHEVIN L.-A. LAPOLINTE.

Nous avons reçu instruction de répondre aux questions suivantes, qui nous ont été soumises à la demande de M. l'échevin L.-A. Lapointe:

Questions

1.—Quelle est l'interprétation à donner à la clause 40 de la Charte qui dit: "Le Conseil doit nommer autant de commissions permanentes qu'il jugera nécessaires pour la surveillance de l'administration des différents départements municipaux"?

2.—Est-ce que la coutume suivie jusqu'à présent par les Commissions permanentes du Conseil de nommer les employés, d'accorder des contrats et de décréter de quelle manière et à quel endroit les travaux seront faits, en un mot de faire l'administration des départements dont elles ont la surveillance, est contraire aux dispositions des clauses 40 et 42 de la Charte?

3.—Quelle est la signification des mots *surveillance de l'administration*? Quelle est la portée de ces mots et comment doit-on les interpréter, même dans le sens le plus large?

4.—La clause 42 de la Charte veut-elle dire que tous les contrats, sans exception, soient accordés par la Commission des Finances, sujets néanmoins à la ratification du Conseil dans certains cas (clause 42)?

5.—La Commission des Finances, en vertu de la clause 42 de la Charte, doit-elle contrôler la dépense des argent mis de côté par le Conseil pour les besoins des différents départements?

6.—La méthode suivie jusqu'à présent de laisser entièrement aux commissions (clauses 42 et 334) la dépense des fonds mis de côté par le Conseil pour le besoin des départements dont elles ont la surveillance, est-elle conforme à l'esprit de la loi?

7.—Est-il régulier et conforme à la loi de payer les argent mis de côté par le Conseil comme susdit sur des mandats signés par quatre membres d'une commission, sans aucun contrôle de la part de la Commission des Finances (clauses 40 et 42)?

8.—Est-ce que l'esprit de la Charte n'est pas de faire de la Commission des Finances une commission dont les seules fonctions sont de contrôler toutes les dépenses d'argent, même après que des crédits ont été mis de côté par le Conseil pour certaines fins?"

Réponses

Nous avons l'honneur de répondre comme suit à chacune des questions ci-mentionnées:

1.—Voici l'interprétation que nous croyons devoir donner à la clause 40 de la Charte:

Au mois de décembre de chaque année le Conseil met de côté les sommes qui sont disponibles sur les revenus de la Cité, pour le besoin des divers départements civiques, pour l'exercice financier à venir. Le Conseil doit mettre l'équilibre entre les revenus et les dépenses, et pourvoir entr'autres aux réparations, frais d'entretien, salaires et dépenses générales d'administration. C'est le budget de l'année dont les prévisions ont été au préalable préparées par la Commission des Finances; les prévisions budgétaires annuelles s'appellent aussi les appropriations civiques dévolues à chaque département administré et contrôlé par une commission permanente du Conseil, et indiquant avec autant de détails possibles l'objet pour lequel ces crédits ainsi votés seront dépensés.

Ajoutez à cela l'économie interne, le temps où il faut dépenser une certaine partie de ces argent, la nomination d'employés subalternes, la ponctualité et la fidélité dans le service, la préparation, l'octroi de certains contrats ou dépenses nécessaires aux termes des articles 336, 337, 338 et 554, la préparation et l'exercice des travaux ju-

Re Attributions of Permanent Committees and Especially of the Finance Committee.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, October 29th 1906.

To His Worship the Mayor and the Aldermen of the City of Montreal.

Gentlemen,

Re QUESTIONS SUBMITTED TO THE CITY ATTORNEYS AT THE REQUEST OF ALD. L. A. LAPOLINTE.

We have been instructed to reply to the following questions which have been submitted to us at the request of Ald. L. A. Lapointe.

Questions.

1.—What is the interpretation to be given clause 40 of the Charter, which enacts that the "Council shall appoint as many standing Committees as it may deem necessary for the supervision of the administration of the several civic departments"?

2.—Is the custom hitherto followed by the standing committees of the Council, of appointing employes, awarding contracts and deciding in what manner and at what places works are to be executed, in a word, of administering the departments which are under their supervision, contrary to the provisions of clauses 40 and 42 of the Charter?

3.—What is the meaning of the words "supervision of the administration"? How should they be construed, even in the broadest sense?

4.—Does clause 42 of the Charter mean that all contracts, without any exception, must be awarded by the Finance Committee, subject, however, to ratification by Council in certain cases? (clause 42.)

5.—Should the Finance Committee, under clause 42 of the Charter, control the expenditure of the funds set aside by the Council for the requirements of the different departments?

6.—Is the system hitherto followed, of entirely leaving to the Committees (clauses 42 and 334) the expenditure of the funds set aside by the Council for the requirements of the departments under their supervision, in conformity with the spirit of the law?

7.—Is it regular and legal to pay out the moneys set aside by the Council, as aforesaid, on warrants signed by 4 members of a committee, without any control on the part of the Finance Committee? (Clauses 40 and 42.)

8.—Is it not the spirit of the Charter to constitute the Finance Committee a committee whose sole functions are to control all expenditures of money, even after appropriations have been set aside by the Council for certain purposes?

Replies.

We beg to reply as follows to each of the above mentioned questions:

1.—The interpretation to be given to Art. 40 of the Charter is, in our opinion, as follows:

In the month of December of each year, the Council appropriates the sums at its disposal out of the City's revenue for the needs of the various civic departments for the ensuing fiscal year. The Council must maintain the equilibrium between the revenue and the expenditure and provide, among other things, for repairs, maintenance, salaries and expenses for general administration. It is the annual budget, the estimates of which have been previously prepared by the Finance Committee; by annual estimates is also meant the appropriations voted to each department, administered and controlled by a standing committee of the Council, and indicating with as many details as possible, the object for which the appropriations so voted are to be expended.

Add to this the internal economy, the time when a certain portion of such moneys is to be expended, the appointment of subordinate employees, punctuality and integrity in the service, the awarding of certain contracts, the authorization of necessary expenses according to the terms of Arts. 336, 337, 338 and 554, the preparation of plans and

gés nécessaires par lesdits départements, enfin les réformes à recommander et les abus à réprimer.

Voilà ce que nous comprenons par l'administration et la surveillance à exercer en pareil cas. Le tout sous le contrôle final du Conseil qui reçoit de temps en temps de ses commissions, des rapports ou des recommandations ou des projets de contrats qui lui permettent d'exercer son contrôle final.

Il ne faut pas oublier non plus, les pouvoirs spéciaux qui sont dévolus au contrôleur dans la dépense des deniers ci-viques.

2.—La coutume suivie jusqu'à présent par les commissions permanentes du Conseil, tel qu'indiqué dans cette deuxième question ne nous paraît pas contraire aux dispositions de la clause 40 et même de la clause 42 de la Charte; c'est-à-dire que la Commission des Finances exerce quand même ses fonctions qui lui sont clairement dévolues par les termes même de cette section, savoir: la préparation des prévisions budgétaires annuelles et l'examen de toutes recommandations comportant dépenses d'argent ainsi que l'adjudication de tout contrat, sujet à ratification par le Conseil pour travaux, matériaux et fournitures lorsqu'il n'y a pas déjà eu de crédits de votés à cette fin. En d'autres termes la Commission des Finances ne peut exercer un contrôle complet sur les crédits de l'année une fois votés par le Conseil et appropriés pour chaque département ou commission respective. Le seul contrôle que ladite Commission paraît avoir, se fait au préalable lorsqu'elle étudie et met en équilibre le budget de l'année pour tous les départements en faisant la distribution des agents légalement mis à la disposition de la Ville.

3.—La signification des mots "surveillance de l'administration" prise même dans le sens le plus large est celle que nous avons donnée dans la réponse à la première question.

4.—La clause 42 de la Charte veut dire que la Commission des Finances peut adjuger tout contrat pour travaux, matériaux et fournitures et ce, sujet à la ratification par le Conseil seulement dans le cas où il n'y a pas déjà un crédit de voter pour cette fin, et encore faut-il que ladite Commission ait des fonds disponibles.

5.—Ainsi que nous l'avons déjà déclaré, la Commission des Finances, par les dispositions de la clause 42 de la Charte, ne peut contrôler la dépense des agents appropriés par le Conseil deux fois par an, au mois de décembre et au mois de mai, pour les besoins des différents départements, car elle empièterait sur les prérogatives reconnues jusqu'à présent aux différentes commissions permanentes du Conseil.

6.—Nous sommes d'avis que la méthode suivie jusqu'à présent de laisser entièrement aux commissions la dépense des fonds, non pas mis de côté, mais dûment appropriés par le Conseil pour le besoin des différents départements, est conforme à la lettre et à l'esprit de notre Charte et des divers actes qui l'amendent.

7.—Il faut d'abord interpréter ce que la Charte entend dire par les expressions "argent mis de côté par le Conseil." Nous trouvons dans la clause 338 qu'il faut entendre par là le montant préalablement voté et légalement mis à la disposition d'une commission par le Conseil. La Charte ne pourvoit nulle part à ce que quatre membres d'une commission signent un mandat, mais les règles du Conseil pourvoient à ce que le quorum soit de quatre et la majorité est aussi de quatre, puisque le nombre des membres est de sept par commission; il n'est donc pas irrégulier que les mandats soient signés par au moins la majorité.

8.—L'esprit de la législation qui a été préparée lors de la refonte de la Charte était de faire de la Commission des Finances, autant que possible une commission de contrôle, un peu à l'instar de ce qui se fait dans Ontario, à Toronto par exemple, mais après de nombreuses séances et de très longues discussions, la Charte de 1899 n'a donné pour résultat final que la clause 42, qui ne confère à la Commission des Finances qu'un bien faible contrôle que nous pouvons appeler un contrôle budgétaire, mais non administratif, et qui se limite à ce que nous avons déjà mentionné.

La lettre et l'esprit de la loi, sur ce point, ne laissent aucun doute.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et avocat en chef de la Ville.

(Pour les Avocats de la Ville.)

specifications for works, deemed necessary by said departments and the carrying out of the same, the reforms to be recommended, and the abuses to be repressed.

This is what we understand by administration and by the supervision to be exercised in such case. The whole under the final control of the Council, which receives from time to time from its Committees, reports, recommendations or drafts of contracts, which enable it to decide in last resort.

Moreover, the Comptroller is vested with special powers as regards the expenditure of civic moneys.

2.—The custom hitherto followed by the standing Committees of the Council, referred to in the 2nd question, does not seem to us to be contrary to the provisions of clause 40, or even of clause 42 of the Charter, that is to say that the Finance Committee exercises none the less the functions which are clearly assigned to it by the very terms of this section, to wit, the preparation of the annual estimates, the consideration of all recommendations involving the expenditure of money and the awarding of all contracts, subject to ratification by the Council, for works, materials and supplies, when no appropriation has already been voted for such purposes. In other words, the Finance Committee cannot exercise a complete control over the annual appropriations when the same have been voted by the Council and distributed among the respective departments or committees. The only control which the said Committee seems to have is exercised previously, when it considers and equilibrates the annual budget and apportions among the various departments the funds legally placed at the disposal of the City.

3.—The meaning of the words "supervision of the administration," even taken in the broadest sense, is that given by us in the reply to the first question.

4.—Clause 42 of the Charter means that the Finance Committee may award any contract for works, materials and supplies, subject to ratification by Council only when there is no appropriation already voted for such purpose, and in such case the said Committee must have available funds.

5.—As already stated, the Finance Committee, under clause 42 of the Charter, cannot control the expenditure of the moneys appropriated by the Council twice a year, in the month of December and in the month of May, for the needs of the different departments, inasmuch as, in so doing, it would encroach upon the prerogatives hitherto enjoyed by the several standing Committees of the Council.

6.—We are of opinion that the system hitherto followed of leaving entirely to the Committees the expenditure of funds, not set aside, but duly appropriated by the Council, for the requirements of the various departments, is consistent with the letter and the spirit of our charter and of the several acts amending the same.

7.—The meaning of the words "money set aside by the Council," in the Charter, must first be construed. We find in clause 338 that what is meant by this, is the amount previously voted and legally placed at the disposal of a Committee by the Council. No section of the Charter enacts that four members of a Committee shall sign a warrant, but the rules of Council provide that four members shall be a quorum, and four members also constitute the majority, inasmuch as there are seven aldermen on each Committee. Therefore, the signing of warrants by at least the majority, is not irregular.

8.—The spirit of the legislation which was prepared when the Charter was consolidated was to constitute the Finance Committee, as far as possible, a Board of Control, to a certain extent as in Ontario—in Toronto for instance—but after numerous sittings and prolonged discussions, clause 42 (of the Charter of 1899) was finally adopted, which confers upon the Finance Committee, but a very limited control, which we might call a financial, and not an administrative, control, and which is confined to the matters above mentioned.

The letter and the spirit of the law, on that point, do not leave room for any doubt.

We have the honor to be, Gentlemen, your humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

Chief City Counsel and Attorney.

(For the City Attorneys.)

DELIBERATIONS

COMMISSION DE LA BIBLIOTHEQUE CIVIQUE

Compte rendu de l'assemblée du 23 octobre

Sont présents: M. l'échevin Dagenais, président, Payette, Nault, Giroux, O'Connell et Houle.

1.—Sur la recommandation de M. l'échevin Payette, il est

Résolu: Que M. E.-Z. Massicotte, bibliothécaire de Sainte-Cunégonde, soit réengagé jusqu'au 31 décembre prochain, à son salaire actuel.

2.—Soumis et lu un inventaire de la bibliothèque de Sainte-Cunégonde, au 1er août dernier, préparé par M. E.-Z. Massicotte et contenant la description de l'ameublement de cette bibliothèque, le nombre de volumes qu'elle contient, à savoir, 1,252, et un rapport de l'assistance, comme suit:

	Lecteurs
Janvier	85
Février	272
Mars	336
Avril	342
Mai	320
Juin	216
Juillet	255
Soit un total de	1,826

pour ces 7 mois.

3.—Soumises des listes de livres demandés par MM. E.-Z. Massicotte, H. Authier, Firmin Picard, S. Ortenberg, etc.

Sur motion de M. l'échevin Giroux, il est

Résolu: Que le secrétaire reçoive instruction de préparer une liste complète de ces ouvrages et de demander des soumissions à un certain nombre de libraires de Montréal, les priant d'y indiquer le prix du catalogue des éditeurs et la réduction qu'ils offrent de faire sur ce prix.

4.—Soumis le rapport suivant de la bibliothécaire:

	Lecteurs
Janvier	765
Février	824
Mars	1,246
Avril	874
Mai	658
Juin	546
Juillet	466
Août	388
Septembre	636
Octobre, au 15	425
Soit un total de	6,828

pour ces 9½ mois.

5.—Soumise une lettre de M. C.-E. Gratton offrant à la Bibliothèque Civique une édition de "La Comédie Humaine" de Balzac, 46 volumes, au prix de \$92, et soumise une offre de la Librairie Déom, pour le même ouvrage en 25 volumes, au prix de \$50.

Sur proposition de M. l'échevin Nault, il est

Résolu: Que l'étude de cette question soit renvoyée à une sous-commission composée de M. le président et de M. l'échevin Giroux.

5.—Soumise une lettre de M. C.-E. Gratton offrant à la offrant en vente 6 exemplaires de son ouvrage intitulé "Mines de Québec".

Résolu: D'acheter un exemplaire de cet ouvrage.

CIVIC LIBRARY COMMITTEE

Report of Meeting held the 23rd of October.

Present: Ald. Dagenais, chairman, Payette Nault, Giroux, O'Connell and Houle.

1.—On the recommendation of Ald. Payette, it was

Resolved: That Mr. E. Z. Massicotte, librarian for Ste. Cunégonde, be reengaged till the 31st of December next, at the same salary.

2.—Submitted and read an inventory of Ste. Cunégonde library, up to the 1st August last, prepared by Mr. E. Z. Massicotte and containing a description of the furniture of said library, the number of volumes which it contains, to wit: 1,252, and a report on the attendance, as follows:

	Readers
January	85
February	272
March	336
April	342
May	320
June	216
July	255
Or a total of	1,826

for the seven months.

3.—Submitted lists of books, desired by Messrs. E. Z. Massicotte, H. Authier, Firmin Picard, S. Ortenberg, etc.

On motion of Ald. Giroux, it was

Resolved: That the secretary be instructed to prepare a complete list of said works and to call for tenders from a certain number of book dealers of Montreal, asking them to state the catalogue price of the editors, and the reduction in price they will offer.

4.—Submitted the following report from the librarian:

	Readers
January	765
February	824
March	1,246
April	874
May	658
June	546
July	466
August	388
September	636
October to the 15th	425
Or a total of	6,828

for the 9½ months.

5.—Submitted a letter from Mr. C. E. Gratton, offering to the Civic Library an edition of "La Comédie Humaine" by Balzac, 46 volumes, at the price of \$92, and also submitted an offer from the "Librairie Déom", for the same work in 25 volumes, at the price of \$50.

On motion of Ald. Nault, it was

Resolved: That the consideration of said matter be referred to a sub-committee composed of the chairman and Ald. Giroux.

6.—Submitted a letter from Mr. Arthur Lemont, Quebec, offering for sale 6 copies of his work entitled "Mines de Québec".

Resolved: To purchase one copy of said work.

7.—*Résolu:* De renouveler l'abonnement aux revues périodiques que reçoit la Bibliothèque.

8.—*Résolu:* De payer le compte de la Bibliothèque Centrale des Beaux-Arts, Paris.

9.—*Résolu:* De demander au Conseil l'autorisation de faire le virement d'une somme de \$57.95, à l'effet de payer un compte de M. N.-G. Valiquette, pour fourniture de nouveaux rayons à la bibliothèque.

10.—Soumise une soumission de M. Edmond Hardy, pour la fourniture de musique pour instruments à vent.

Sur motion de M. l'échevin Giroux, il est

Résolu: Que la bibliothécaire reçoive instruction de préparer une liste des ouvrages requis et de la soumettre aux meilleurs éditeurs de musique de la ville, les priant de déclarer par écrit à quel prix ils s'engagent à fournir lesdits ouvrages.

11.—La question des crédits requis pour l'exercice 1907 étant prise en considération, il est

Résolu: De demander à la Commission des Finances les crédits suivants:

Pour achat de nouveaux livres	\$2,500
" reliure de brochures	300
" loyer	500
" éclairage	300
" téléphone (\$35 à la sous-commission de l'Hôtel de Ville)	35
" Contingent	100
" nettoyage	250
Salaires: Mme Côté	\$600
Melle Paiement	350
Loyer d'une salle additionnelle	250
Éclairage d'une salle additionnelle	150
Rayons d'une salle additionnelle	300
	5,600

<i>Bibliothèque de Sainte-Cunégonde</i>		
Salaire du Bibliothécaire, M. E.-Z. Massicotte	300	300
Nettoyage	150	
Total		\$6,050
<i>Ajournement.</i>		

J.-E. GAUTHIER,
Secrétaire.

COMMISSION DES MARCHES

Compte rendu de l'assemblée du 24 octobre

Sont présents: MM. les échevins Lévy, président, Bumbray, Turner, Séguin, Ward et Guay.

1.—Une délégation, composée de M. Jos. Lamoureux, président de l'Association des Bouchers de Montréal et de plusieurs bouchers locataires du marché Saint-Laurent, se présente devant la Commission pour protester contre les démarches entreprises par la Commission d'Hygiène à l'effet d'abolir le marché Saint-Laurent pour y installer les bureaux du service de l'Hygiène et la Bibliothèque civique.

La délégation se plaint aussi du manque d'accommodation et du retard apporté dans l'abattage des animaux, par la compagnie D.-B. Martin.

La Commission remercie la délégation de sa visite et lui promet qu'elle fera tout en pouvoir pour protéger les intérêts des bouchers; et, au sujet des plaintes formulées contre la compagnie D.B. Martin, la Commission invite la délégation à présenter tous ses griefs directement au Conseil.

2.—Soumis et lu un extrait des minutes du Conseil, en date du 22 courant, adoptant un rapport de la Commission de la Voirie qui recommande la construction de la nouvelle pesée Ste-Cunégonde sur le côté Est de l'avenue Atawter, entre la rue Notre-Dame et le canal Lachine.

Est également soumise à ce sujet, une lettre, avec plan annexé, de la Commission de l'Aqueduc déclarant qu'elle n'a pas d'objection à voir cette construction placée à cet endroit, pourvu, cependant, que ladite pesée ne soit pas érigée au-dessus de son tuyau de refoulement.

Résolu: Que ces deux documents soient reçus et acceptés.

7.—*Resolved:* To renew the subscription to periodicals received by the Library.

8.—*Resolved:* To pay the account of the "Bibliothèque Centrale des Beaux-Arts," Paris.

9.—*Resolved:* That Council be asked to authorize this Committee to vary a sum of \$57.95, in order to pay Mr. N. G. Valiquette's account, for the supplying of new shelves for the library.

10.—Submitted Mr. Edmond Hardy's tender for the supply of music for wind instruments.

On motion of Ald. Giroux, it was

Resolved: That the librarian be requested to prepare a list of the works required, and to submit said list to the best music editors of the City, asking them to state in writing, at what price they would bind themselves to supply the said works.

11.—The question of appropriations required for the year 1907, being considered, it was

Resolved: To ask the Finance Committee for the following appropriations:

For the purchase of new books	\$2,500
" binding of pamphlets	300
" rent	500
" lighting	300
" telephone (\$35 to the sub-committee of the City Hall)	35
" Contingency	100
" cleaning	250
Salaries: Mrs. Côté	\$600
Miss Paiement	350
	950
Rent of an additional hall	250
Lighting of an additional hall	150
Shelves of an additional hall	300
	5,600

Ste. Cunégonde Library.

Salary of Mr. E. Z. Massicotte, librarian	300
Cleaning	150
Total	450

Ajourned.

J. E. GAUTHIER,
Secretary.

MARKET COMMITTEE

Report of Meeting held the 24th of October.

Present: Ald. Lévy, chairman, Bumbray, Turner, Séguin, Ward and Guay.

1.—A delegation, composed of Mr. Jos. Lamoureux, president of the Butchers' Association of Montreal, and of several butchers, tenants in St. Lawrence Market, appeared before the Committee to protest against the measures taken by the Hygiene Committee in view of abolishing St. Lawrence Market in order to place therein offices for the Hygiene and Civic Library departments.

The delegation also complained of the want of accommodation, and delay caused in the slaying of animals by the D. B. Martin Co.

The Committee thanked the delegation for its visit and promised to do all in their power to protect the interests of butchers, and, as regards the complaints made against the D. B. Martin Co., the Committee asked the delegation to submit such complaints directly to Council.

2.—Submitted and read an extract from the minutes of Council, dated the 22nd inst., to adopt a report from the Road Committee, recommending that the new Ste. Cunégonde weigh-house be erected on the East side of Atwater Avenue, between Notre-Dame street and the Lachine canal.

In this connection a letter was also submitted, with annexed plan from the Water Committee, stating they had no objection to the erection of said weigh-house at said place, provided it be not erected over their pumping main.

Resolved: That both documents be received and accepted.

M. L.-R. Montbriant, architecte, soumet alors les devis pour la construction de ladite pesée Ste-Cunégonde, et après certaines modifications,

M. l'échevin Bumbray propose, et il est

Résolu: De remettre à lundi, le 29 courant, la reprise en considération de ces devis.

Sur proposition de M. l'échevin Guay, il est

Résolu: Que le bureau de pesage devant être érigé sur le côté Est de l'avenue Atwater, entre la rue Notre-Dame et le canal Lachine, soit désigné et connu sous les noms de "Pesée Saint-Henri", et qu'un avis de motion en amendement au règlement soit donné au Conseil en conséquence.

3.—Etant prise de nouveau en considération la question des abris sur les plates-formes des places Jacques-Cartier et Le Royer,

M. l'échevin Bumbray propose, et il est

Résolu: Que M. le président, M. l'échevin L.-A. Lapointe et L.-R. Montbriant, architecte, soient priés d'aller examiner la place Le Royer à l'effet de s'assurer les meilleurs moyens à prendre pour faire construire des abris sur les plates-formes à cet endroit, et de remettre à plus tard la question des abris sur les plates-formes de la place Jacques-Cartier.

Il est aussi

Résolu: Que M. L.-R. Montbriant, architecte, soit autorisé à préparer, pour la prochaine assemblée, des plans et des devis pour la construction des abris devant être érigés sur les plates-formes de la place Le Royer, et que ledit architecte devra recevoir 5% du prix demandé pour l'exécution des travaux, pour la préparation desdits plans, devis et la surveillance des travaux en question.

4.—La Commission procède alors à l'étude des crédits dont elle a besoin pour l'exercice 1907, et il est

Résolu: De demander à la Commission des Finances les crédits suivants:

Salaires	\$21,775
Téléphones	200
Contingent des marchés	1,880
Éclairage	1,850
Combustible	1,000
Dépenses contingentes générales	350

Travaux et réparations.

Marché Bonsecours	3,814
Marché St-Antoine	1,100
Marché St-Laurent	700
Marché St-Jean-Baptiste	232
Marché St-Jacques	150
Marché à Foin	150
Pesée Papineau	75
Pesée Hochelaga	200
Marché à bestiaux de l'Est	55,150
Total	\$88,626

Ajournement.

A. LEBLANC,
Secrétaire.

COMMISSION DES PARCS ET TRAVERSES

Compte rendu de l'assemblée du 25 octobre (assemblée adjournée)

Sont présents: MM. les échevins Robillard, président, Labrecque, Laviolette, Guay, Houlé et White.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement des crédits suivants:

A prendre du crédit de \$1,000 affecté à l'intérêt sur le coût de la passerelle à être érigée au-dessus du quai Victoria et pour la démolition de ladite passerelle à l'automne, et appliquer ce montant pour continuer les améliorations à effectuer à poste d'observation du parc Mount-Royal. Prendre du crédit affecté aux chaloupes de l'île Sainte-Hélène, \$11. A prendre de l'entretien général de l'île Sainte-Hélène, 12. A prendre des arbres et des boîtes du Parc Mount-Royal, 14. Total, 37, et d'appliquer ce montant au fonds des dépenses générales.

A prendre la balance des crédits pour l'entretien des quartiers Saint-Henri et Sainte-Cunégonde, savoir, \$21 dans chaque cas, et d'appliquer ce montant aux réparations des bancs.

Mr. L. R. Montbriant, architect, then submitted specifications for the erection of the Ste. Cunégonde weigh-house, and after some alterations,

Ald. Bumbray moved, and it was

Resolved: That the weigh-house to be erected on the East side of Atwater Avenue, between Notre-Dame street and the Lachine canal, be designated and known as "St. Henry weigh-house" and that a notice of motion to amend the by-law, be given to Council accordingly.

3.—The question of shelters over the platforms of Jacques-Cartier and Le Royer squares being again considered,

Ald. Bumbray moved, and it was

Resolved: That the chairman, Ald. L. A. Lapointe and L. R. Montbriant, architect, be requested to examine Le Royer square, in order to ascertain the best means to be adopted for the erection of shelters over the platforms on said place, and to defer the question of shelters over the platforms of Jacques-Cartier square.

It was also

Resolved: That Mr. L. R. Montbriant, architect, be authorized to prepare, for next meeting, plans and specifications for the erection of shelters over the platforms of Le Royer square, and that 5% of the price tendered for the work be paid said architect, for preparing said plans and specifications and for the supervision of said work.

4.—The Committee then proceeded to consider the appropriations required for the year 1907, and it was

Resolved: That the following appropriations be asked from the Finance Committee:

Salaries	\$21,775
Telephones	200
Market contingencies	1,880
Lighting	1,850
Fuel	1,000
General contingencies	350

Works and Repairs.

Bonsecours Market	3,814
St. Antoine Market	1,100
St. Lawrence Market	700
St. Jean-Baptiste Market	232
St. James Market	150
Hay Market	150
Papineau Market	75
Hochelaga Market	200
Eastern Cattle Market	55,150
Total	\$88,626

Adjourned.

A. LEBLANC,
Secretary.

PARKS AND FERRIES COMMITTEE

Report of Adjourned Meeting held the 25th of October

Present: Ald. Robillard, chairman, Labrecque, Laviolette, Guay, Houlé and White.

Resolved: To report to Council for authorization to vary the following appropriations, viz:

Take the appropriation of \$1,000, voted for interest on cost of overhead bridge on Victoria Pier, and for the demolition of said bridge in the fall, and apply same to continue the improvements at the observation point Mount-Royal Park. Take from repair to boats Ste. Helen's Island, \$11. Take from general maintenance Ste. Helen's Island, \$12. Take from trees and boxes Mount Royal Park, \$14; in all, 37, and apply same to general contingent fund.

Take balance of appropriations voted for maintenance of St. Henry and Ste. Cunégonde wards, viz., \$21 in each case, and apply same to repairs to benches.

M. l'échevin Leclaire se présente devant la Commission et demande la permission d'établir un patinoir public sur la Ferme Fletcher.

Résolu: D'accéder à cette requête quant au patinoir en question, l'édit patinoir devant être sous le contrôle et la surveillance du surintendant du parc Mont-Royal.

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Secretary.

COMMISSION DES INCENDIES ET DE L'ECLAIRAGE

Compte rendu de l'assemblée du 25 octobre

Sont présents: MM. les échevins Yates, président, Duquette, Ward, David, Laviolette, Labrecque et Mercier.

1.—Soumise et lue une requête de M. Aldéric Collette, demandant la permission d'ouvrir une cour à bois, à l'angle Sud-Ouest des rues Gilford et Chambord.

Déferrée jusqu'à la prochaine assemblée.

2.—Soumis et lu un rapport du surintendant du service de l'Eclairage; aussi une opinion des avocats de la Ville au sujet des lampes électriques du quartier Saint-Henri.

Attendu qu'aucun crédit n'a été voté pour lampes additionnelles dans l'édit quartier,

Sur proposition de M. l'échevin David, il est
Résolu: Que lesdits rapports et opinion soient renvoyés à la Commission des Finances pour être approuvés, et que les dépenses à encourir pour l'installation desdites lampes soient portées au compte des montants déduits pour lumières éteintes.

3.—Sur proposition de M. l'échevin Laviolette, il est
Résolu: Que la résolution adoptée à la dernière assemblée et recommandant l'augmentation du salaire des capitaines, contremaîtres et ingénieurs de la brigade des pompiers, soit annulée (M. l'échevin Ward dissident).

4.—M. l'échevin Laviolette
Propose: Qu'une augmentation de salaire soit recommandée pour les officiers suivants du service des pompiers (les contremaîtres J. McGuire et J. Taylor exceptés, leur salaire étant plus élevé que le salaire actuel des contremaîtres):

Capitaines, de \$725 à \$775 par année.
Contremaîtres, de \$725 à \$750 par année.
Ingénieurs, de \$760 à \$800 par année.

M. l'échevin Mercier propose en
Amendement: De différer l'étude de la question du salaire des officiers du service des pompiers jusqu'à ce qu'une assemblée spéciale ait été convoquée par M. le président, et ce, le plus tôt possible.

L'amendement étant mis aux voix, la Commission se partage:

Pour: Mercier et Ward—2.
Contre: Labrecque, Laviolette, Duquette et David—4.

L'édit amendement est ainsi négatifé.
La proposition principale est alors mise aux voix:

Pour: Labrecque, Laviolette, David et Duquette—4.
Contre: Mercier et Ward—2.

La proposition principale est ainsi affirmativée, et il est
Résolu: En conséquence.

5.—La question de Rosemont est alors prise en considération et après quelque discussion, elle est
Différée jusqu'à la prochaine assemblée.

Ajournement.

Z.-S. MELOCHE,
Secretary.

COMMISSION SPECIALE DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 25 octobre

Sont présents: MM. les échevins Lavallée, président, Sadler, L.-A. Lapointe, Dagenais, Larivière, Proulx, J.-B.-A. Martin, White, Mercier, Lévesque, Payette et Lévy.

Ald. Leclaire appeared before the Committee and asked permission to establish a public skating rink on Fletcher's Field.

Resolved: To grant said request for the rink in question, the rink nevertheless to be under the control and supervision of the superintendent of Mount Royal Park.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

FIRE AND LIGHT COMMITTEE

Report of Meeting held the 25th of October.

Present: Ald. Yates, chairman, Duquette, Ward, David, Laviolette, Labrecque and Mercier.

1.—Submitted and read an application from Mr. Aldéric Collette for permission to open a woodyard on the south west corner of Gilford and Chambord streets.

Deferred till next meeting.

2.—Submitted and read a report from the superintendent of the Light Department; also a report from the City Attorneys, re electric lights in St. Henry ward.

Whereas, their was no appropriation voted for additional lights in said ward,

On motion of Ald. David, it was

Resolved: That the reports be referred back to the Finance Committee for their approval, and the expense incurred for said lights to be charged from the amount deducted for lights that had not been burning.

3.—On motion of Ald. Laviolette, it was

Resolved: That the resolution passed at the last meeting recommending a raise of salary to Captains, Foremen, and Engineers in the Fire Brigade, be rescinded (Ald. Ward, dissenting).

4.—Ald. Laviolette then moved: That a raise of salary be recommended to the following officers in the Fire Brigade, (foremen J. McGuire and J. Taylor excepted; there salary being higher than the present salary of foremen).

Captains, from \$725 to \$775 a year.

Foremen, from \$725 to \$750 a year.

Engineers, from \$760 to \$800 a year.

Ald. Mercier moved in

Amendment: That the question of salaries for the officers of the Fire Brigade be deferred to a special meeting, to be called, by the chairman as soon as possible.

The vote being taken on the amendment, the Committee divided.

Yea: Mercier and Ward—2.

Nays: Labrecque, Laviolette, Duquette and David—4.

The amendment being in the negative, the main motion was then put:

Yea: Labrecque, Laviolette, David and Duquette—4.

Nays: Mercier and Ward—2.

The main motion being in the affirmative, it was

Resolved: Accordingly.

5.—The question of Rosemont was then taken up and after some discussion, it was

Deferred till next meeting.

Adjourned.

Z. S. MELOCHE,
Secretary.

SPECIAL COMMITTEE ON LEGISLATION.

Report of Meeting held the 25th of October.

Present: Ald. Lavallée, chairman, Sadler, L. A. Lapointe, Dagenais, Larivière, Proulx, J. B. A. Martin, White, Mercier, Lévesque, Payette and Lévy.

1.—*Résolu:* Que les divers services civiques, y compris le Département en Loi, reçoivent instruction de faire parvenir à cette Commission, le plus tôt possible, les amendements à la Charte dont ils ont besoin.

2.—*Résolu:* Que deux bills soient soumis à la Chambre, si le Conseil de la Ville décide de préparer des amendements relatifs aux franchises de certaines compagnies ou à d'autres questions pouvant soulever des objections spéciales.

3.—Les avis publiés l'an dernier pour le bill soumis à la Législature ayant été pris en considération, il est

Résolu: De les republier en en retranchant et ajoutant ce qui suit:

1° En en retranchant le mot "expropriations", tout ce qui a rapport à la pose de tuyaux à l'eau, de poteaux et de conduits souterrains, à la construction d'égouts et à l'enlèvement des poteaux dans les rues par les compagnies ou corporations;

2° En y ajoutant les mots suivants:

"Vote obligatoire, contributions foncières, répartitions pour coût des pavages, des trottoirs et travaux publics, responsabilité des accidents; l'administration de la Cité, la division et la redistribution des quartiers de la Cité, le nombre des échevins, la réorganisation des comités ou commissions ou leur remplacement par un bureau de contrôle, le pouvoir de vendre les objets confisqués et de disposer des chiens égarés, de les tuer ou de les vendre, l'élargissement de la rue Saint-Antoine."

4.—*Résolu:* D'autoriser le greffier à préparer les avis requis pour le bill qui sera présenté à la prochaine session, et de les soumettre à l'avocat en chef de la Ville, ainsi qu'à une sous-commission composée de MM. les échevins Lavallée, White et Mercier.

5.—La question du cens d'éligibilité étant prise en considération, M. l'échevin Proulx

Propose: D'ajouter aux avis les mots "qualification foncière". La proposition étant mise aux voix, la Commission se partage:

Pour: White, Proulx, Dagenais, Larivière, Lapointe, Lévesque et Lavallée—7.

Contre: Payette, Sadler, Martin, Lévy et Mercier—5.

Ladite proposition est ainsi affirmativée.

6.—*Résolu:* De prier M. de Montigny de fournir aux membres de la Commission une copie, pour chacun d'eux, des numéros de la *Gazette Municipale* contenant le projet de loi de la Ville adopté par la Législature de Québec, à sa dernière session.

7.—*Résolu:* D'inviter les chefs des divers services à assister aux séances de la Commission.

8.—Le bill de l'an dernier est alors pris en considération.

Les sections 1, 2, 3, 4, 5, 8 et 9 sont adoptées. La section 6 est suspendue. La section 7 est biffée. La section 51 de la Charte est amendée en en retranchant les mots suivants: "peuvent être", avant le mot "décidées", ainsi que les mots "mineurs et étrangers." La section 10 est adoptée moins le premier paragraphe concernant les chiens, qui est suspendue.

Il est aussi

Résolu: D'amender la section 23 du chapitre 62 de 3 Edward VII en en retranchant le dernier paragraphe concernant les tracés ou plans de rues et de parc.

9.—*Résolu:* De demander au Département en Loi d'amender l'art. 410 de la Charte, de manière à ce que les rues ouvertes et désignées sur des plans préparés par des propriétaires de terrains soient déclarées être propriétés de la Ville, et qu'ils soient aussi chargés de préparer un amendement pour empêcher les enfants au-dessous de 16 ans de courir les rues le soir.

Ajournement.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

COMMISSION DE L'ANNEXION

Compte rendu de l'assemblée du 26 octobre

Sont présents : MM. les échevins Lavallée, président, Robillard, DeSerres, Leclaire, David et Houlé, membres de la Commission, et MM. les échevins L.-A. Lapointe et

1.—*Resolved:* That the different civic departments, including the Law Department, be instructed to supply this Committee, as soon as possible, with a list of amendments, which they may desire to the City Charter.

2.—*Resolved:* That two separate bills be submitted to the Legislature, if the City Council decides to prepare amendments, concerning privileges of certain companies, or on other questions which might raise special discussion.

3.—Notices, published last year in the bill submitted to the Legislature, being considered, it was

Resolved: To republish same by striking out and adding as follows:

1° By striking out the word "expropriation" and all that concerning the laying of water pipes, the erection of poles and the construction of underground conduits, the laying of sewers and the removal of poles in the streets by companies or corporations.

2° By adding the following words:

"Compulsory vote, assessments, apportionments for the cost of sewers, sidewalks and public works, responsibility for accidents, the City's administration, division and redistribution of City wards, number of aldermen, the reorganization of committees or their replacing by a controlling office, the power to sell confiscated goods and to dispose of wandering dogs, to kill or sell them, the widening of St. Antoine street."

4.—*Resolved:* That the City Clerk be authorized to prepare the necessary notices for the bill, to be proposed at the next session, and to submit same to the Chief City Attorney and also to a sub-committee composed of Ald. Lavallée, White and Mercier.

5.—The question of qualification being considered, Ald. Proulx

Moved: That the words "property assessment" be added to the notices.

The motion being put, the Committee divided:

Yeas: White, Proulx, Dagenais, Larivière, Lapointe, Lévesque and Lavallée—7.

Nays: Payette, Sadler, Martin, Lévy and Mercier—5.

So it was carried.

6.—*Resolved:* That Mr. de Montigny be requested to supply the members of this Committee with a copy, each, of the issues of the *Municipal Gazette* containing the City's bill adopted by the Quebec Legislature, at the last session.

7.—*Resolved:* That the different heads of departments be invited to attend the meetings of the Committee.

8.—Last year's bill was then considered.

Sections 1, 2, 3, 4, 5, 8 and 9 were agreed to.

Section 6 was suspended. Section 7 was struck. Section 51 of the City Charter was amended by striking therefrom the following words "may be" before the word "deceased" also, the words "minors and aliens."

Section 10 was adopted, except the first paragraph, concerning dogs, which was suspended.

It was also

Resolved: To amend section 23 of chap. 62, 3 Edward VII, by striking therefrom the last paragraph, concerning the outlines or plans of streets or parks.

9.—*Resolved:* That the Law Department be asked to amend Art. 410 of the City Charter, so that the streets, opened and described on plans prepared by land owners, be declared civic properties, and the Law Department also be asked to prepare an amendment to prevent children under 16 years of age, from loitering in the streets at night.

Adjourned.

L.-O. DAVID,
City Clerk.

ANNEXATION COMMITTEE

Report of Meeting held the 26th of October.

Present: Ald. Lavallée, chairman, Robillard, DeSerres, Leclaire, David and Houlé, members of the Committee. There were also present Ald. L. A. Lapointe and Bum-

Bumbray, M. J. Pelletier, contrôleur de la Ville et M. P. O. Lavallée, avocat de la Ville.

Sont aussi présents les membres suivants d'une délégation du Conseil municipal de Maisonneuve, à savoir: M. Walter Reed, Maire, MM. Alex. Michaud, président du Comité des Finances, T. Trudel, président du Comité de la Voirie, M.-G. Ecrément, secrétaire-trésorier, et L.-J.-S. Morin, avocat de la ville.

1.—Le secrétaire de la Commission donne lecture de la correspondance échangée, depuis 1905, entre la Cité de Montréal et la Ville de Maisonneuve, en rapport avec l'annexion.

Sur proposition de M. l'échevin Houlé, il est

Résolu: Que cette correspondance soit déposée aux archives.

2.—M. le président invite les délégués de Maisonneuve à donner des détails sur l'état financier de cette ville, la dette consolidée, la dette flottante, la valeur des immeubles imposables, la valeur des immeubles imposables exempts temporairement de taxation, la valeur des immeubles imposables, mais dont la taxation est temporairement limitée, les exemptions de taxes par la loi, la population, la superficie, le nombre de milles de rues ouvertes à la circulation, le nombre de milles de rues macadamisées, des égouts, etc., le pouvoir d'emprunt, le taux de la contribution foncière, le revenu, le nombre d'employés permanents dans chaque département, les contrats d'éclairage, les franchises aux compagnies de tramways, etc., etc.

M. le maire Reed, M. A. Michaud et M. L.-J.-S. Morin donnent des chiffres approximatifs, et M. le secrétaire-trésorier s'engage à faire parvenir à la Commission les chiffres officiels et tous états et documents en rapport avec la situation financière, l'administration, les droits, les obligations de la Ville de Maisonneuve et généralement avec les sujets énumérés ci-dessus.

En réponse à une question de M. le président, M. A. Michaud énumère les conditions exigées par les propriétaires de Maisonneuve pour l'annexion de cette ville, telles que contenues dans une requête desdits propriétaires, à savoir:

(1) constitution de la Cité de Maisonneuve en un quartier, sous le nom de "Quartier Maisonneuve", avec représentation par deux échevins;

(2) maintien dans leurs fonctions des employés permanents de ladite cité;

(3) dépense par la Ville de Montréal, dans un délai de deux ans, d'une somme de \$400,000 en travaux permanents dans le futur quartier.

Après discussion de la troisième condition, il est

Sur proposition de M. Walter Reed, maire de Maisonneuve,

Résolu: Que le projet de règlement qui sera rédigé à l'effet d'annexer la Ville de Maisonneuve à la Ville de Montréal contienne une clause pourvoyant à ce que ladite Ville de Montréal dépense, dans les deux ans suivant l'annexion, une somme de \$400,000 en travaux permanents, tels que pavages, trottoirs, égouts, etc., et autres améliorations, dans les limites de ladite Ville de Maisonneuve.

Sur proposition de M. l'échevin Michaud, il est

Résolu: Que, dans ledit projet de règlement, ladite Ville de Montréal s'engage à maintenir dans leurs fonctions respectives durant bonne conduite, les employés permanents de ladite Ville de Maisonneuve.

Sur proposition de M. l'échevin DeSerres, appuyé par M. l'échevin Leclaire, il est

Résolu: Que la Ville de Maisonneuve forme un des quartiers de la Ville de Montréal, avec représentation ordinaire de deux échevins.

Sur proposition de M. l'échevin Robillard, appuyé par l'échevin David, il est

Résolu: Qu'un projet de règlement d'annexion, contenant les conditions imposées par les résolutions adoptées à la présente séance, soit rédigé et soumis à l'approbation du Conseil municipal de Montréal.

M. le président remercie de leur assistance les membres de la commission d'annexion et ceux de la délégation de la Ville de Maisonneuve et exprime l'espoir de voir, dans un avenir prochain, la réalisation du projet qui vient d'être discuté.

Ajournement.

J.-E. GAUTHIER,
Secrétaire.

bray, Mr. J. Pelletier, City Comptroller and Mr. P. O. Lavallée, City Attorney.

Present also the following members of a delegation from the City Council of Maisonneuve, to wit: Mr. Walter Reed, mayor, Messrs. Alex. Michaud, chairman of the Finance Committee, T. Trudel, chairman of the Road Committee, M. G. Ecrément, secretary-treasurer, and L. J. S. Morin, Attorney for said City.

1.—The secretary of the Committee read the communications interchanged since 1905, between the City of Montréal and the City of Maisonneuve, concerning annexation.

2.—The chairman invited the delegates of Maisonneuve to give particulars as to the financial position of said city; the funded debt; the floating debt; the value of taxable properties temporarily exempt from taxation; the value of taxable property, but the taxation of which is limited for a certain time; the value of taxable property; properties exempt from taxation by law, the population; the area; the number of streets opened for traffic; the number of miles of macadamized streets; of sewers, etc.; the borrowing power; the rate of assessment; the revenue; the number of permanent employes in each department; the lighting contracts; the franchise granted to the tramway companies, etc.

Mayor Reed, Mr. A. Michaud, and Mr. L. J. S. Morin, gave approximate figures, and the secretary-treasurer agreed to send to the Committee, official figures, statements, and documents, ament the financial position; the administration; the rights and liabilities of the City of Maisonneuve, and, generally, on all items above specified.

Replying to a question put by the chairman, Mr. A. Michaud enumerated the terms and conditions on which the proprietors of Maisonneuve would consent to its annexation; said conditions as contained in a petition from said proprietors, to wit:

(1) Make the municipality of Maisonneuve a ward, to be known as "Maisonneuve Ward", and to be represented by two aldermen;

(2) The permanent employes of said city to be maintained in their positions;

(3) The City of Montréal to spend, within a delay of two years, a sum of \$400,000 on permanent works in the new ward.

After having discussed the third condition, it was

On motion of Mr. Walter Reed, Mayor of Maisonneuve,

Resolved: That the proposed by-law, to be drafted for the annexation of Maisonneuve to the City of Montréal, contain a clause stipulating that the City of Montréal shall spend, within the two years following the annexation, a sum of \$400,000 in permanent works, such as pavings, sidewalks, sewers, etc., and other improvements, within the limits of the City of Maisonneuve.

On motion of Ald. Michaud, it was

Resolved: That, by said proposed by-law, the City of Montréal shall be bound to maintain in their respective positions, the permanent employes of the said City of Maisonneuve.

On motion of Ald. DeSerres, seconded by Ald. Leclaire, it was

Resolved: That the City of Maisonneuve shall form one of the wards of the City of Montréal, and shall be represented by two aldermen.

On motion of Ald. Robillard, seconded by Ald. David, it was

Resolved: That a draft of by-law re annexation, containing the conditions imposed by the resolutions adopted at the present meeting, be prepared and submitted for the approval of the City Council of Montréal.

The chairman thanked the members of the Annexation Committee and the delegation of the City of Maisonneuve, for having attended the meeting, and expressed the hope that in a near future, he would see the realization of the project under discussion.

Adjourned.

J. E. GAUTHIER,
Secretary.

COMMISSION DES FINANCES

Compte rendu de l'assemblée du 26 octobre

Sont présents: MM. les échevins Payette, président, Sadler, L.-A. Lapointe, DeSerres, Lavallée et Robinson.

1.—Les minutes de la sous-commission des Réclamations, assemblée du 25 octobre, sont lues et approuvées.

2.—Sont alors ouvertes les soumissions suivantes pour les travaux et réparations à être exécutés aux casernes des pompiers de Sainte-Cunégonde et de Saint-Henri:

Cadieux & Bréard	\$2,585
Chas. Bénard	2,800
Brouillet & Lessard	2,445

M. Brouillet & Lessard étant les plus bas soumissionnaires, il est

Résolu: De leur adjuger l'entreprise, à condition qu'ils signent un contrat notarié par lequel ils s'engagent à terminer les travaux dans les six mois, à compter de la date du contrat.

3.—Lettre de M. Lamirande, avocat, se plaignant de l'évaluation des propriétés de M.M. Pompeo et Guiseppe Blanco.

Renvoyée aux évaluateurs.

4.—Lettre de M. Armand Chaput au sujet du mauvais état de l'avenue Laval.

Renvoyée à la Commission de la Voirie.

5.—Lettre de M. Hayes du Grand-Tronc *re* propriété Turcot.

Renvoyée à la sous-commission des Propriétés civiques, et il est ordonné de convoquer une assemblée de la sous-commission pour mercredi, à deux heures.

6.—Soumis et lus les rapports suivants de la Commission des Parcs et Traverses:

(1) demandant un crédit additionnel de \$150 pour l'entretien d'un cheval;

(2) demandant un crédit de \$115 pour réparer le monument MacDonald, dans le square Dominion.

Résolu: De souscrire auxdits rapports.

7.—Est de nouveau soumis le rapport de la Commission de Police qui demande un crédit de \$4,894.80 pour uniformes d'hiver. Ce rapport a été approuvé à la dernière assemblée jusqu'à concurrence de \$1,207.40 seulement.

Résolu: De recommander au Conseil de voter tout le montant demandé par la Commission de Police, moins le montant de \$1,207.40 voté à la dernière assemblée du Conseil. Le montant requis, savoir, \$3,687.40, devant être pris à même le crédit affecté à l'hôpital Alexandra.

8.—Soumis et lus les rapports suivants de la Commission de la Voirie:

(1) recommandant de construire des trottoirs permanents dans différentes rues, au coût total de \$2,230, payables, moitié par la Ville, moitié par les propriétaires intéressés.

Résolu: De souscrire audit rapport.

(2) recommandant de construire des trottoirs permanents dans différentes rues, au coût total de \$33,068, payables moitié par la Ville, moitié par les propriétaires intéressés.

Résolu: De souscrire audit rapport, mais seulement quant à la construction des trottoirs suivants:

(1) Avenue de l'Hôtel-de-Ville, côté Ouest, depuis 286 pieds au Nord de la rue De Montigny jusqu'à la rue Ontario	\$760
(2) Angle Nord-ouest des rues Beaubien et St. Hubert	560
(3) Nos 362 à 366, rue Plessis	104
(4) Des deux côtés de la rue Plessis, de la rue De Montigny à la rue Logan	1,970
(5) Rue SaintLuc, Sud de la rue Saint-Marc, jusqu'à 200 pieds vers l'Est	900

La quote-part de la Ville, dans le paiement des trottoirs ci-dessus mentionnés devant être chargée à la balance du crédit affecté à l'hôpital Alexandra.

(3) demandant un crédit additionnel de \$275 pour terminer la construction de l'égout de la rue Fullum.

Résolu: De souscrire à ce rapport.

(4) demandant de construire un égout dans la rue Cowan, depuis la rue Saint-Zotique jusqu'à la rue Comte au coût de \$7,725, payables entièrement par les propriétaires intéressés.

FINANCE COMMITTEE

Report of Meeting held the 26th of October.

Present: Ald. Payette chairman, Sadler, L. A. Lapointe, DeSerres, Lavallée and Robinson.

1.—Read minutes of the sub-committee on Claims of the 25th October instant.

Concurred in.

2.—The tenders for the work and repairs to police and fire stations of Ste. Cunégonde and St. Henry, were then opened with the following result:

Cadieux & Bréard	\$2,585
Chas. Bénard	2,800
Brouillet & Lessard	2,443

Messrs. Brouillet & Lessard being the lowest tenderers, it was

Resolved: To give them the contract on the condition that a notarial contract would be made, and that the work would be done within six months from the date of the contract.

3.—Letter from Mr. Lamirande, advocate complaining of the assessment of the properties of Mr. Pompeo and Giuseppe Blanco.

Referred to the City Assessors.

4.—Letter from Mr. Armand Chaput on the bad state of Laval avenue.

Referred to Road Committee.

5.—Letter from Mr. Hays of the Grand Trunk Railway Co. *re* Turcot property.

Referred to sub-committee on Civic properties, and it was ordered that the sub-committee be called for Wednesday, at two o'clock.

6.—Submitted and read the following report from the Parks and Ferries Committee:

(1) for an additional appropriation of \$150 for horse keep;

(2) for an appropriation of \$115 to repair the Sir John MacDonald monument on Dominion square.

Resolved: To concur in said reports.

8.—Submitted again the report of the Police Committee for an appropriation of \$4,894.80 for winter uniforms.

This report was concurred in at the last meeting, but to the amount of \$1,207.40 only.

Resolved: To recommend to Council to vote the total sum required by the Police Committee, less the amount of \$1,207.40 voted at the last meeting of the Council. The amount required, viz.: \$3,687.40 to be varied from the appropriation voted for Alexandra Hospital.

8.—Submitted and read the following reports from the Road Committee:

(1) recommending the construction of permanent sidewalks in different streets, at a total cost of \$2,230, payable one half by the City and one half by the interested proprietors.

Resolved: To concur in said report.

(2) recommending the construction of permanent sidewalks in different streets, at a total cost of \$33,068, payable one half by the City and one half by the interested proprietors.

Resolved: To concur in said report, but as to the construction of the following sidewalks only:

(1) City Hall avenue, West side, from No. 286 North of DeMontigny to Ontario street at a cost of \$760.

(2) North west corner of Beaubien and St. Hubert sts. at a cost of \$560.

(3) Nos. 362 to No. 366 Plessis street, at a cost of \$104.

(4) Both sides of Plessis street, from DeMontigny to Logan street, at a cost of \$19.70.

(5) St. Luke street, South of St. Mark street to 200 feet eastwards, at a cost of \$900.

The City's share of the cost of the above mentioned sidewalks, viz.: \$2,147.40 to be charged against balance of appropriation voted for Alexandra Hospital.

(3) For a further appropriation of \$275 to complete Fullum street sewer.

Resolved: To concur.

(4) For the construction of a sewer in Cowan street,

9.—Rapport de la Commission des Parcs et Traverses demandant un montant de \$1,937.50 en rapport avec la conversion de l'ancien marché au bestiaux de l'Ouest, en parc public.

Résolu: De renvoyer ce rapport à la sous-commission des Propriétés civiques, avec prière de faire rapport sur l'étendu du terrain requis, et sur sa disposition et sur le montant nécessaire pour l'exécution desdits travaux.

10.—Il est alors

Résolu: D'opérer le virement suivant: Prendre \$2,175 de la balance de certains salaires et d'appliquer ce montant comme suit:

Déboursés judiciaires	\$1,500
Honoraires du notaire	250
Honoraires des régistrateurs	325
Délégation à Ottawa et à Québec	100

11.—Lu un rapport de la Commission de la Voirie au sujet de la demande de la "Montreal Water & Power Co." à l'effet de poser une conduite-maitresse pour fournir l'eau dans certaines rues.

Résolu: De s'informer du Département en Loi si la permission demandée peut être accordée sans qu'un règlement ait été passé à cet effet, et de prier ledit département de faire les suggestions qui sont de nature à protéger les intérêts de la Ville dans l'espèce.

12.—Lettre de Dame M. McGee demandant que soit de nouveau pris en considération le cas de sa soeur Delle Cassie McGee.

Renvoyée à la sous-commission des réclamations.

13.—La question de la pose des tuyaux dans certaines rues par la "Montreal Water & Power Co." étant de nouveau prise en considération, il est

Résolu: De prier le greffier de la Ville de ne pas faire mention, dans son avis à la Compagnie, des rues ou parties de rues qui n'appartiennent pas à la Ville.

14.—L'affaire Manseau-Vallières étant de nouveau prise en considération, il est proposé par M. l'échevin Lapointe:

Que soit acceptée l'offre de \$500 faite par M. Vallières, pour sa quote-part au paiement du terrain de M. Manseau et que la Ville paye, en outre, à M. Manseau, un montant de \$1,000 formant en tout la somme de \$1,500 (M. l'échevin Payette dissident).

15.—M. le président donne lecture d'une résolution en rapport avec les gages des journaliers à l'emploi de la Ville, et il est convenu de remettre l'étude de cette question à la prochaine assemblée.

16.—Lue une lettre de M. Vallières qui demande la pose d'une conduite-maitresse dans la rue Marquette.

Résolu: De prier M. Janin de faire rapport sur la longueur des tuyaux requis, sur le coût de l'ouvrage, et sur le nombre des maisons construites sur cette rue.

17.—Soumis par le trésorier de la Ville l'état financier suivant, pour la semaine finissant le 25 octobre courant:

Encaisse	\$246,139
Recettes	319,348
	<hr/>
Déboursés	\$565,487
	37,925
	<hr/>
Balance en mains	\$527,562

Ajournement.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

COMMISSION DE L'INCINERATION

Compte rendu de l'assemblée du 26 octobre

Sont présents: MM. les échevins Major, président, David, Duquette, Roy, Mercier, Turner et Gallery.

Sur proposition de M. l'échevin Duquette, il est

Résolu: Que le maximum des salaires des journaliers préposés à l'enlèvement des déchets soit de 20 cents de l'heure (M. l'échevin Mercier dissident.)

from St. Zotique to Comte streets, at a cost of \$7,725 payable *in toto* by the interested proprietors.

9.—Report of the Parks and Ferries Committee asking for a sum of \$1,937.50 in connection with the conversion into a public park of the old western cattle market.

Resolved: To refer the same to the sub-committee on Civic properties to report on the area required, the plan of the ground and the amount required to do what is necessary.

10.—It was then resolved to make the following variation to take \$2,175 out of the balances of certain salaries and apply them as follows: Legal disbursements, \$1,500; notary fees, \$250; registrars' fee, \$325; delegation to Ottawa and Quebec, \$100.

11.—Read a report of the Road Committee on the application of the Montreal Water & Power Co. to lay a water main in certain streets.

Resolved: To ask the Legal Department whether the power asked for may be granted without a by-law, and to make all the suggestions necessary to protect the interests of the City in this matter.

12.—Letter from Mrs. M. McGee asking that the case of her sister, Miss Cassie McGee, be reconsidered.

Referred to sub-committee on Claims.

13.—The question of the laying of pipes in certain streets, by the Montreal Water & Power Co., being again considered, it was

Resolved: That the City Clerk be instructed to omit from his notice to the Company the streets or parts of streets which do not belong to the City.

14.—The Manseau-Vallières question being again considered, it was moved by Ald. Lapointe

That the offer of \$500, made by Mr. Vallières as his share of the cost of Mr. Manseau's piece of land, be accepted, and that the sum of \$1,000 besides, be paid by the City to Mr. Manseau, to make up the sum of \$1,500 (Ald. Payette dissenting.)

15.—The chairman, Ald. Payette read a resolution in connection with the wages of laborers employed by the City, and it was agreed to postpone its consideration till next meeting.

16.—Read a letter of Mr. Vallières asking that a water main be laid in Marquette street.

Resolved: To give instruction to Mr. Janin to report on the length of the pipes required; the cost of the work, and the number of houses built on the street.

17.—Submitted by the City Treasurer a financial statement for the week ending 25th October instant:

Cash on hand	\$246,139
Receipts since	319,348
	<hr/>
	\$565,487
Disbursements since	37,925
	<hr/>
Balance on hands	\$527,562

Adjourned.

L. O. DAVID,
City Clerk.

INCINERATION COMMITTEE

Report of Meeting held the 26th of October.

Present: Ald. Major, chairman, David, Duquette, Roy, Mercier, Turner and Gallery.

1.—On motion of Ald. Duquette, it was

Resolved: That the maximum salary to be paid to laborers for the removal of house offal, be fixed at 20 cents per hour (Ald. Mercier dissenting.)

2.—Sont ouvertes et lues les soumissions suivantes pour achat de fer de rebut:

H. Sylverstone	\$12 par 2,240 livres
L. Diamond	13 par 2,240 livres
H. Forget	13 par 2,240 livres

Sur proposition de M. l'échevin David, il est

Résolu: Que la soumission de M. Henri Forget soit acceptée.

3.—Soumise et lue une communication de l'architecte L.-R. Montbriant informant la Commission que les officiers et employés du service de l'Incinération, contrairement aux ordres donnés, ont mis en opération l'incinérateur, avant qu'y aient été faites à l'intérieur les réparations nécessaires pour empêcher que les travaux des entrepreneurs soient endommagés, et que, par suite de cette incinération, le mur en briques et la colonne en fer, construits par lesdits entrepreneurs, sont actuellement bombés d'environ un pouce à un pouce et quart, sur une hauteur de trente pieds environ, et en conséquence, la Ville s'expose à payer des dommages aux entrepreneurs.

Sur proposition de M. l'échevin Gallery, il est

Résolu: De référer cette communication à l'inspecteur des Edifices, avec prière de faire rapport sur l'état dudit incinérateur, pour la prochaine assemblée.

A ce sujet, il est aussi

Résolu: De prier les Avocats de la Ville de donner leur opinion sur la responsabilité du surintendant ou du service de l'Incinération, l'architecte et l'entrepreneur ayant donné des ordres formels au surintendant de ne pas chauffer les fourneaux de l'Incinerateur avant que certaines réparations aient été faites à l'intérieur desdits fourneaux.

4.—Soumis et lu un compte de M. A.-R. Brunet, au montant de \$5, pour la préparation du budget requis pour l'exercice 1907.

Sur proposition de M. l'échevin Turner, il est

Résolu: De payer ce compte.

5.—Soumis et lu un rapport du surintendant informant la Commission que le montant de \$125 offert par M. A. Desnoyers et E. Larivière, pour le fumier des écuries de l'Est et de l'Ouest, a été payé au bureau du trésorier de la Ville.

Déposé aux archives.

6.—Soumis et lu un rapport du surintendant suggérant qu'à l'avenir les contremaires soient tenus de faire parvenir, les mardis, au bureau du surintendant, toutes les factures pour travaux faits par des forgerons en dehors du service et pour toutes autres réquisitions.

7.—Est aussi soumis et lu un rapport du surintendant suggérant que les employés qui subiraient des accidents durant leur travail, soient tenus d'aller à l'hôpital.

Résolu: D'approuver ces suggestions.

8.—Soumis et lu un rapport du surintendant sur la nécessité de faire certains travaux de réparations à la chaîne circulaire.

Résolu: D'autoriser le surintendant à faire exécuter lesdits travaux.

9.—Soumis et lu un rapport du surintendant demandant d'opérer le virement d'un montant de \$200 afin de parachever l'écurie et la boutique de forge de la rue Fullum, ce montant à être pris sur l'item "Loyer du dépotoir de la Côte St-Paul" et à être appliquée à l'item "Ecurie et Boutique de forge, rue Fullum".

Résolu: De présenter au Conseil un rapport recommandant ledit virement.

10.—Soumis et lu un rapport du surintendant demandant d'opérer le virement d'un montant de \$50 pour payer le coût de la main-d'œuvre au creusement des canaux de l'écurie de la rue Fullum.

Déposé sur le bureau.

11.—Soumis et lu un rapport du surintendant relativement à la vente par encan, chez T.-W. Foster & Co., d'une jument vicieuse, ladite vente ayant rapporté \$95, moins la commission du commissaire priseur.

Déposé aux archives.

12.—Soumis et lu un rapport du surintendant informant la Commission que les contrats suivants se terminent aux dates mentionnées plus bas:—

M. O.-H. Lesage, pour l'enlèvement des animaux morts, 30 avril 1907;

M. Alfred Cossette, pour l'enlèvement des matières fécales, le 30 avril 1907;

M. O. Simard, pour le triage, sur la chaîne circulaire, des os, guenilles, ferblanc, bouteilles, etc., 31 décembre 1906,

2.—The following tenders for the sale of scrap iron were then opened and read:

H. Sylverstone	\$12 per 2,240 lbs.
L. Diamond	13 per 2,240 lbs.
H. Forget	13 per 2,240 lbs.

On motion of Ald. David, it was

Resolved: That Mr. Henri Forget's tender be accepted.

3.—Submitted and read a communication from L. R. Montbriant, architect, informing the Committee that, contrary to the orders given, officials and employees have operated the incinerator, before the necessary repairs (to prevent damages to contractor's work), had been made, and that on account of said carelessness, the brick wall and the iron column, erected by said contractors, are now bulged out from one, to one and quarter inch, on an elevation of about thirty feet, and consequently, the City is made liable to pay damages to the contractors.

On motion of Ald. Gallery, it was

Resolved: That said communication be referred to the Building inspector, for a report on the condition of said incinerator, for next meeting.

In this connection, it was also

Resolved: That the City attorneys be requested to give their opinion on the responsibility of the Incineration superintendent; the architect, and contractor, having given formal orders to the superintendent not to heat the furnaces of the Incinerator before certain repairs had been made in the interior of said furnaces.

4.—Submitted and read a claim from Mr. A. R. Brunet, amounting to \$5, for preparing the budget for the ensuing year.

On motion of Ald. Turner, it was

Resolved: To pay said claim.

5.—Submitted and read a report from the superintendent informing the Committee that the amount of \$125, offered by Messrs. A. Desnoyers and E. Larivière for the manure of the Eastern and Western stables, had been paid to the City treasurer.

Filed of record.

6.—Submitted and read a report from the superintendent suggesting that, in future, foremen should be bound to send, on Tuesdays, at the superintendent's office, all invoices for work done by blacksmiths not engaged by the department, and for all other requirements.

7.—Submitted and read a report from the superintendent suggesting that employees, who meet with accidents while on duty, should be bound to go to the hospital.

Resolved: That said suggestions be approved of.

8.—Submitted and read a report from the superintendent on the necessity of having certain repairs made to the endless chain.

Resolved: That the superintendent be authorized to make said repairs.

9.—Submitted and read a report from the superintendent asking to vary a sum of \$200 to complete the stable and blacksmith shop of Fullum street, said amount to be taken from the item "Rent of the Côte St. Paul dump" and apply same to item "Stable and blacksmith shop of Fullum street."

Resolved: That a report be made to Council recommending that said amount be varied.

10.—Submitted and read a report from the superintendent concerning the sale by auction at T. W. Foster & Co.'s, of a vicious mare, and sale having brought in \$95, less the auctioneer's commission.

Laid on the table.

11.—Submitted and read a report from the superintendent concerning the auction at T. W. Foster & Co.'s, of a vicious mare, said sale having brought in \$95 less the auctioneer's commission.

Filed of record.

12.—Submitted and read a report from the superintendent, informing the Committee that the following contracts will terminate on the dates hereunder mentioned:—

Mr. O. H. Lesage, for the removal of carrion, April 30th, 1907;

Mr. Alfred Cossette, for the removal of excrements, April 30th, 1907;

Mr. O. Simard, for the privilege of picking, at the incinerator, bones, rags, tinware, bottles, etc., December 31st, 1906.

Résolu: D'autoriser le secrétaire à préparer un cahier des charges pour chacun des priviléges plus haut mentionnés.

13.—Soumis et lu un rapport du surintendant sur l'état de la ruelle située en arrière des propriétés de M. Joyce, rue Cathcart.

Résolu: De référer ce rapport aux avocats de la Ville, et leur demander si, dans des cas semblables, la Ville est tenue de nettoyer ces ruelles.

Sur proposition de M. l'échevin Gallery, il est

Résolu: Que les poulains, actuellement aux écuries de l'Est, soient envoyés au parc Mont-Royal, et que M. Henderson soit prié d'en prendre charge jusqu'à nouvel ordre.

Ajournement.

J.-A. LEMAY,
Secrétaire.

COMMISSION D'HYGIENE ET DE STATISTIQUES

Compte rendu de l'assemblée du 26 octobre

Sont présents: MM. les échevins Dagenais, président, Lévesque, Nault, Ward, O'Connell, Marin et Gadbois.

1.—*Résolu:* D'autoriser le docteur J.-E. Laberge à s'entretenir avec les principaux des Ecoles Catholiques afin de leur expliquer le système de l'inspection sanitaire des écoles adopté par la Ville.

2.—*Résolu:* Vu les rapports de l'ingénieur sanitaire, de présenter au Conseil un rapport recommandant, de construire des égouts dans les rues suivantes:

Dans la rue Lasalle, depuis la rue Laurier jusqu'à la rue Gilford; et dans la rue Chestnut, depuis la rue Saint-Antoine jusqu'à une distance de 400 pieds vers le Sud.

3.—*Résolu:* D'acheter une chaise pour M. Louis Lafond, le coût de ladite chaise ainsi que du pupitre et de la chaise de M. Deslongchamps, ne devant pas excéder \$50.

4.—Le docteur J.-E. Laberge fait rapport qu'il reçoit un grand nombre de demandes pour désinfection de literies, etc.

Résolu: De prier le médecin officier de Santé de préparer un rapport et d'indiquer ce qui manque à l'étude de l'hôpital civique de la rue Moreau, pour la rendre propre à accomplir le service de désinfection.

5.—*Résolu:* Que les inspecteurs Currie et Martin soient transférés au service de la plomberie.

6.—*Résolu:* De renvoyer au Médecin Officier de Santé la lettre de M. Wilcox, 862 rue Sherbrooke, qui se plaint de la boîte à fumier du No 274 rue Bishop.

7.—Sur proposition de M. l'échevin Gadbois, il est

Résolu: De prendre de nouveau, en considération, la résolution adoptée à la dernière assemblée, au sujet de l'impression en hébreu des instructions touchant l'inspection sanitaire des écoles, et que ces instructions soient imprimées en hébreu aussi bien qu'en français et en anglais (M. le président dissident.)

8.—Soumis un rapport du docteur J.-J. McCarry au sujet de l'augmentation du nombre des inspecteurs de lait et de viande.

Résolu: Que ledit rapport soit reçu.

9.—*Résolu:* Que soit reçue la réponse du Rév. Dr. Shaw, à la lettre de cette Commission *re* Inspection sanitaire des écoles.

10.—Lu un rapport de la Commission de Police au sujet du besoin urgent de chalets de nécessité dans la Ville.

Question différée.

11.—*Résolu:* Que soit reçue la lettre de M. J.-E. Quick, agent général des bagages de la Compagnie du Grand-Tronc, à Toronto, au sujet des bidons frigorifiques inventés par M. J.-F.-E. Rose; et qu'il soit accédé à sa requête.

12.—Sur proposition de M. l'échevin Ward, il est

Résolu: De réduire le salaire du docteur Lanctôt, médecin officier de Santé de Saint-Henri à \$800 par année (M. l'échevin Marin dissident.)

13.—*Résolu:* D'accorder à M. Quinn, assistant-surintendant sanitaire une augmentation de salaire de \$100, pourvu qu'il fasse une surveillance plus complète des hommes qui sont sous sa charge.

Resolved: That said report be referred to the City At the specifications for each of the above mentioned privileges.

13.—Submitted and read a report from the superintendent, on the state of the lane in rear of Mr. Joyce's property, Cathcart street.

Resolved: That said report be referred to the City attorneys to ascertain whether in such case, the City is bound to clean the said lanes.

14.—On motion of Ald. Gallery, it was

Resolved: That the colts presently in the Eastern stables, be sent to Mount-Royal park, and that Mr. Henderson be requested to take charge of same until further orders.

Adjourned.

J. A. LEMAY,
Secretary.

HYGIENE AND STATISTICS COMMITTEE

Report of Meeting held the 26th of October.

Present: Ald. Dagenais, chairman, Lévesque, Nault, Ward, O'Connell, Marin and Gadbois.

1.—*Resolved:* That Dr. J. E. Laberge be authorized to meet the principals of the Catholic schools and instruct them as to the system of medical school inspection adopted by the City.

2.—*Resolved:* That in view of the reports of the Sanitary Engineer, reports be made to Council recommending that public sewers be laid in the following streets: LaSalle, from Laurier to Gilford streets; and Chesnut, from St. Antoine street to a distance of 400 feet southwards.

3.—*Resolved:* That a chair be purchased for Mr. Louis Lafond, the cost of same as well as the desk and chair for Mr. Deslongchamps, not to exceed \$50.

4.—Dr. Laberge reported that many requests were being received for the disinfection of bedding, etc.

Resolved: That the Medical Health Officer be instructed to report upon what is required to put the étuve, at the Civic hospital, Moreau street, in proper order for carrying on the work of disinfection.

5.—*Resolved:* That Sanitary Inspectors Currie and Martin be transferred to the Plumbing staff of the Department.

6.—*Resolved:* To refer the letter of Mr. Wilcox, 862 Sherbrooke street, complaining of the manure bin of No. 274 Bishop street, to the Medical Health Officer.

7.—On motion of Ald. Gadbois, it was

Resolved: That the resolution adopted at last meeting, *re* the printing in Hebrew of instructions in connection with medical school inspection, be reconsidered, and that the instructions be printed in Hebrew as well as in French and English.

The chairman dissenting.

8.—Submitted report of Dr. J. J. McCarrey *re* increase of number of milk and meat inspectors.

Resolved: That the same be received.

9.—*Resolved:* That the answer of Rev'd Dr. Shaw, to the communication of this Committee *re* Medical school inspection, be received.

10.—Read report of Police Committee to Council *re* need for "Chalets de nécessité" in the City.

Resolved: To defer the consideration of this question.

11.—*Resolved:* That the letter of Mr. J. E. Quick, General Baggage Agent of the Grand Trunk Railway, Toronto, *re* the refrigerating milk cans invented by Mr. J. F. E. Rose, be received, and that his request be complied with.

12.—On motion of Ald. Ward, it was

Resolved: That the salary of Dr. Lanctôt, health officer of St. Henri and St. Cunégonde, be reduced to \$800 per annum (Ald. Marin dissenting.)

13.—*Resolved:* That the Assistant Superintendent of Sanitary Police Quinn, be granted \$100 increase of salary, provided he does more outside work in the matter of supervision of the men under his charge.

14.—*Résolu:* De prier le surintendant Durocher de la police sanitaire de faire rapport sur l'absence de l'inspecteur Thériault.

15.—*Résolu:* D'accorder aux officiers sanitaires Thériault, Lauzon et Senécal le même salaire que celui de l'année dernière.

16.—Soumise une lettre du médecin officier de Santé se plaignant du fait que les salaires des employés du service d'Hygiène ne sont pas conformes à l'échelle recommandée et arrêté par la Commission spéciale du Conseil, laquelle assigne le minimum et le maximum du salaire de chaque employé aussi bien que le taux annuel des augmentations. Il attire aussi l'attention de la Commission sur le fait qu'il est le seul chef de département dont le minimum du salaire n'est pas fixé, et en conséquence, il reçoit \$500 de moins que les autres chefs de service.

17.—M. l'échevin Gadbois

Propose: Que M. Robert, inspecteur de pain, reçoive un salaire de \$850 par année.

M. l'échevin Ward propose en

Amendement: Que soit payé audit M. Robert, le même salaire qu'aux autres inspecteurs d'aliments, savoir \$800 par année.

Et ledit amendement étant mis aux voix, la Commission se partage:

Pour: Ward, O'Connell et Marin—3.

Contre: Lévesque, Nault et Gadbois—3.

Les voix étant également partagées, le président vote contre et ledit amendement est ainsi négatifé.

La proposition principale étant mise aux voix, la Commission se partage:

Pour: Nault, Gadbois et Marin—3.

Contre: Ward, O'Connell et Lévesque—3.

Les voix étant également partagées, le président vote contre, et la proposition est ainsi négativée.

18.—M. le président

Propose: Que le salaire de l'inspecteur des Aliments Grenier soit augmenté de \$150.

M. l'échevin Gadbois, propose en

Amendement: Que ledit salaire ne soit augmenté que de \$25.

M. l'échevin Lévesque propose en

Sous-amendement: Que l'augmentation du salaire de M. Grenier soit fixé à \$50.

Ledit sous-amendement étant mis aux voix, la Commission se partage:

Pour: Lévesque, Ward et Marin—3.

Contre: Gadbois, Nault et O'Connell—3.

Les voix étant également partagées, M. le président vote contre ledit sous-amendement, et il est ainsi négatifé.

L'amendement étant mis aux voix, la Commission se partage:

Pour: Gadbois, Nault, Marin et Lévesque—4.

Contre: Ward et O'Connell—2.

19.—M. l'échevin Gadbois

Propose: De prendre de nouveau en considération la question du salaire de l'inspecteur Robert, et la proposition étant mise aux voix, la Commission se partage:

Pour: Lévesque, Gadbois, Nault et Marin—4.

Contre: Ward et O'Connell—2.

Ladite proposition est ainsi affirmativée, et il est

Résolu: En conséquence.

20.—M. l'échevin Gadbois propose que le salaire des deux inspecteurs Grenier et Robert soient augmentés de \$75 par année.

La proposition étant mise aux voix, elle est affirmativée, et il est

Résolu: En conséquence (M. l'échevin Ward dissident.)

21.—*Résolu:* De laisser le salaire de l'analyste de la Ville au même chiffre que l'an dernier, savoir \$600.

22.—*Résolu:* De porter le salaire du docteur H.-W. Coyle à \$1,200 et ceux des docteurs Lavigne et Guilbault à \$1,000 chacun.

23.—*Résolu:* De fixer le salaire du docteur J.-N. Hamelin à \$725 par année et celui de M. Lafond à \$800.

24.—*Résolu:* De demander au Conseil un crédit de \$12,000 pour l'inspecteur sanitaire des écoles pour le prochain exercice.

25.—*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport demandant le crédit nécessaire pour pourvoir à la nomination de trois nouveaux inspecteurs de lait et de trois nouveaux inspecteurs de viande.

14.—*Resolved:* That Superintendent Durocher, of the Sanitary Police, be instructed to report upon the absence of Inspector Thériault.

15.—*Resolved:* That Sanitary Officers Thériault, Lauzon and Senécal, be granted the same salaries as last year.

16.—Submitted letter from the Medical Health Officer complaining that the salaries of the employes of the Health Department were not placed upon the scale recommended by the special committee of Council, and adopted by that body, and indicating the minimum and maximum amount of salary of each employe, and also the annual rate of increase. He also directed attention to the fact that he was the only Chief of a Department whose minimum rate of salary was not fixed, and, consequently, he was receiving \$500 less than the other Chiefs.

17.—Moved by Ald. Gadbois that, Bread Inspector Robert, be granted a salary of \$850 per annum.

Moved in amendment by Ald. Ward that he be granted the same salary as the other food inspectors, that is to say, \$800 per annum.

And the question being put upon the said amendment, the meeting divided:

Yea: Ward, O'Connell and Marin—3.

Nays: Lévesque, Nault and Gadbois—3.

The votes being equally divided, the chairman voted in the negative, so the amendment was lost.

The question was then put upon the main motion, and the meeting again divided:

Nays: Ward, O'Connell and Lévesque—3.

Yea: Nault, Gadbois and Marin—3.

The votes being equally divided, the chairman voted in the negative and the motion was accordingly lost.

18.—Moved by the chairman that Food Inspector Grenier's salary be increased by \$150.

Moved in amendment by Ald. Gadbois that the said salary be increased by \$25 only.

Moved in sub-amendment by Ald. Lévesque that Mr. Grenier's increase be fixed at \$50.

The question having been put upon the said sub-amendment, the meeting divided:

Yea: Lévesque, Ward and Marin—3.

Nays: Gadbois, Nault and O'Connell—3.

The votes being equally divided, the chairman voted in the negative, so it was lost.

The question was then put upon the amendment and the meeting again divided:

Yea: Gadbois, Nault, Marin and Lévesque—4.

Nays: Ward and O'Connell—2.

19.—Moved by Ald. Gadbois that the motion re the salary of Inspector Robert be reconsidered and the question having been put upon the said motion, the meeting divided:

Yea: Lévesque, Gadbois, Nault and Marin—4.

Nays: Ward and O'Connell—2.

So it passed in the affirmative and it was

Resolved: Accordingly.

20.—Moved by Ald. Gadbois that the salaries of both Inspectors Grenier and Robert be increased by \$75 per annum.

And the question having been put to the meeting, it was carried in the affirmative and was

Resolved: Accordingly. (Ald. Ward dissenting.)

21.—*Resolved:* That the salary of the City Analyst be allowed to remain at the same figure as last year, namely, \$600.

22.—*Resolved:* That the salary of Dr. H. W. Coyle, be placed at \$1,200, and those of Drs. Lavigne and Guilbault at \$1,000 each.

23.—*Resolved:* That the salary of Mr. J. N. Hamelin be fixed at \$725 per annum and Mr. Lafond's at \$800.

24.—*Resolved:* That \$12,000 be asked from Council for Medical school inspection during the coming year.

25.—*Resolved:* To report to Council asking for the necessary appropriation for the appointment of three additional milk, and three additional meat inspectors.

26.—Etant mis à l'étude les crédits requis pour le prochain exercice, la Commission décide de demander les montants suivants à la Commission des Finances:

Service général	\$ 4,750.00
Enterrement des personnes pauvres ou inconnues	250.00
Dépenses contingentes des divers services de l'Hygiène	625.00
Entretien des chevaux	4,800.00
Uniformes	1,684.00
Inspection sanitaire (salaires)	15,199.40
Inspection de la plomberie (salaires)	6,864.00
Fournitures pour épreuves	350.00
Nouvelles machines	150.00
Bureau des examinateurs	250.00
Bains publics	1,442.00
Service bactériologique	650.00
Inspection des aliments	14,300.00
Service des Statistiques	2,900.00
Service des maladies contagieuses	1,982.40
Inspection sanitaire des écoles	12,000.00
Hôpital Alexandra	15,000.00
Hôpital Saint-Paul	15,000.00

Ajournement.

I.-J. FLYNN,
Secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 29 octobre

Son Honneur le maire H.-A. Ekers occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins Payette, Larivière, Proulx, Yates, Clearihue, Major, Dagenais, Robillard, Turner, Sadler, Bumbray, L. A. Lapointe, Lavallée, Stearns, Leclaire, DeSerres, N. Lapointe, Duquette, Giroux, Mercier, O'Connell, White, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, M. Martin, Labrecque, Marin, Lévesque, Houle, Guay, David, Roy et Molson.

REQUETES, ETC.

1.—De l'Association des Bouchers présentant certains griefs.

Renvoyée à la Commission des Finances.

2.—De la "McGill Union" pour demander la permission d'ériger une machine à vapeur au No 328 de la rue Sherbrooke, Ouest.

Renvoyée à la Commission des Incendies et de l'Eclairage.

3.—Rapport des évaluateurs et de l'inspecteur de la Ville sur le coût probable de l'ouverture de la rue Gain.

Sur proposition de M. l'échevin LAVIOLETTE, appuyé par M. l'échevin M. MARTIN, il est

Résolu: De renvoyer ce rapport à la Commission des Finances avec prière de l'examiner et de faire rapport.

4.—Certificat du greffier de la Ville attestant que le projet de loi, à l'effet d'annexer une partie du territoire du Sault-au-Récollet, a été approuvé par la majorité des électeurs qualifiés, à une assemblée dûment convoquée et tenue conformément aux exigences de la Charte.

Déposé aux archives.

5.—Sur proposition de M. l'échevin PAYETTE, appuyé par M. l'échevin WHITE, il est

Résolu: De nommer M. l'échevin Molson, membre de la Commission des Finances, et aussi des Commissions spéciales de Législation et d'exposition, en remplacement de feu M. l'échevin Carter.

6.—M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin LECLAIRE

Propose: "Attendu que le contrat pour la fourniture de briques pour le service de la Voirie, a été accordé à la "Stinson-Reeb Builder's Supply Co." et à MM. Hyde & Webster, le 22 mars, par la Commission de la Voirie et ratifié par le Conseil, le 2 avril 1906.

Attendu que les entrepreneurs ci-dessus mentionnés, ne peuvent fournir à temps les briques nécessaires pour la construction des égouts en voie de construction;

"Attendu que plusieurs rues sont ouvertes pour la construction d'égouts, et que les travaux ont été discontinués

26.—The appropriations for next year being considered, the Committee decided to ask from the Finance Committee the following amounts:

General service	\$ 4,750.00
Burial of poor and unknown parties	250.00
Contingent for the different departments of Hygiene	625.00
Horsekeep	4,800.00
Uniforms	1,684.00
Sanitary inspection (salaries)	15,199.40
Plumbing inspection (salaries)	6,864.00
Supplies for tests	350.00
New machinery	150.00
Board of examination	250.00
Public Baths	1,442.00
Bacteriological department	650.00
Food inspection	14,300.00
Statistics department	2,900.00
Contagious diseases department	1,982.40
Medical School Inspection	12,000.00
Alexandra Hospital	15,000.00
St. Paul Hospital	1,500.00

Adjourned.

I. J. FLYNN,
Secretary

CITY COUNCIL

Report of Special Meeting held the 29th of October.

His Worship the Mayor, H. A. Ekers, in the chair.

Present: Ald. Payette, Larivière, Proulx, Yates, Clearihue, Major, Dagenais, Robillard, Turner, Sadler, Bumbray, L. A. Lapointe, Lavallée, Stearns, Leclaire, DeSerres, N. Lapointe, Duquette, Giroux, Mercier, O'Connell, White, Laviolette, Gadbois, Robishon, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, M. Martin, Labrecque, Marin, Lévesque, Houle, Guay, David, Roy and Molson.

PETITIONS, ETC.

1.—From Butchers' Association submitting certain grievances.

Referred to Finance Committee.

2.—From McGill Union to erect a steam engine at No. 328 Sherbrooke street West.

Referred to the Fire and Light Committee.

3.—Report of assessors and City Surveyor on probable cost of opening Gain street.

On motion of Ald. LAVIOLETTE, seconded by Ald. M. MARTIN, it was

Resolved: That the same be referred to the Finance Committee for examination and report.

4.—Certificate of the City Clerk to the effect that the proposed by-law to annex part of the territory of Sault-au-Récollet has been approved by a majority of the electors qualified, at a meeting called and held in conformity with the requirements of the City Charter.

Filed of record.

5.—On motion of Ald. PAYETTE, seconded by Ald. WHITE, it was

Resolved: That Ald. Molson be appointed a member of the Finance Committee, and also of the Special Committees on Legislation and Exposition in succession to the late Ald. Carter.

6.—Ald. LARIVIERE moved, seconded by Ald. LECLAIRES,

"Whereas the contract for the supply of bricks for the Road Department was awarded to Messrs. Stinson-Reeb Builders' Supply Co. and to Messrs. Hyde & Webster, on the 22nd March last, by the Road Committee, and the same was approved of by the Council on the 2nd April 1906;

Whereas the above mentioned contractors are not in position to supply, within the required time, the necessary bricks for the construction of the sewers presently being made;

Whereas cuts have been made in several streets for the construction of sewers and the work connected therewith

à cause du manque de la fourniture de briques par lesdits entrepreneurs;

“Attendu que le coût de la construction de ces égouts, sera plus élevé que le coût primitivement fixé, à cause du retard apporté à la construction desdits égouts; et il est

Résolu: Que la Commission de la Voirie soit autorisée par ce Conseil, d'acheter de la brique d'autres entrepreneurs aussi bon marché que possible, pour le parachèvement des égouts en voie de construction, ainsi que pour la construction des autres égouts projetés à travers la Ville.

QUITTANCE

7.—Quittance par la Ville à Dame Rosalie Thompson, épouse de Ferdinand Bayard.

Sur proposition de M. l'échevin PAYETTE, appuyé par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, il est

Résolu: D'approuver cet acte et d'autoriser le maire et le greffier de la Ville à le signer au nom de la Ville.

RAPPORTS

8.—De la Commission des Finances, à l'effet d'adjudger un contrat pour faire exécuter certains changements aux casernes de pompiers de Saint-Henri et de Sainte-Cunégonde.

9.—De la Commission des Finances, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$2,175.

Sur proposition de M. l'échevin PAYETTE, appuyé par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

10.—De la Commission des Finances souscrivant jusqu'à concurrence de \$4,294 seulement, au rapport de la Commission de la Voirie, à l'effet de construire des trottoirs permanents dans différentes rues pour un montant total de \$33,068.

Sur proposition de M. l'échevin PAYETTE, appuyé par M. l'échevin LECLAIRE, il est

Résolu: Que ledit rapport de la Commission des Finances soit reçu et adopté.

11.—De la Commission des Finances souscrivant au rapport de la Commission de la Voirie, à l'effet de construire des trottoirs permanents dans différentes rues pour un montant total de \$2,230.

12.—De la Commission des Finances souscrivant au rapport de la Commission de la Voirie qui demande un crédit supplémentaire de \$275.

13.—De la Commission des Finances souscrivant au rapport de la Commission de la Voirie qui demande un crédit de \$7,725 pour construire un égout dans la rue Cowan.

Sur proposition de M. l'échevin PAYETTE, appuyé par M. l'échevin LECLAIRE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

14.—De la Commission des Finances souscrivant jusqu'à concurrence de \$3,687.40 seulement, au rapport de la Commission de Police qui demande un crédit de \$4,894.80 pour l'achat d'uniformes d'hiver.

Sur proposition de M. l'échevin PAYETTE, appuyé par M. l'échevin PROULX, il est

Résolu: Que ledit rapport de la Commission des Finances soit reçu et adopté.

15.—De la Commission des Finances souscrivant au rapport de la Commission des Parcs et Traverses qui demande un crédit de \$115 pour réparer le monument MacDonald.

16.—De la Commission des Finances souscrivant, jusqu'à concurrence de \$586.68 seulement, au rapport de la Commission de la Voirie qui demande un crédit de \$1,386.68 pour payer la réclamation de la "Montreal Street Railway Co." pour le remplacement des rails sur le chemin de la Côte-des-Neiges.

Question différée à la demande de M. l'échevin L.-A. Lapointe.

18.—De la Commission de la Voirie demandant l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$400.

Sur proposition de M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin N. LAPOINTE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

19.—De la Commission de la Voirie, à l'effet de permettre à M. T.-H. Norman, d'ériger une marquise.

Renvoyé à la Commission des Finances.

20.—De la Commission de Police soumettant la liste de ses crédits pour l'exercice prochain.

Renvoyé à la Commission des Finances.

has been stopped owing to the fact that the contractors are not supplying the necessary bricks;

Whereas the cost of the said sewers will exceed the original estimate, owing to the delay in the construction of the same;

And it was

Resolved: That the Road Committee be authorized by this Council to purchase bricks from other contractors at the lowest possible price, in order to complete the sewers now under construction, and to construct other projected sewers throughout the City."

ACQUITTANCE.

7.—Acquittance by the City to Dame Rosalie Thompson, wife of Ferdinand Bayard.

On motion of Ald. PAYETTE, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

Resolved: That said deed be approved of and that the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the same on behalf of the City.

REPORTS.

8.—From Finance Committee to award contract for certain alterations to fire and police stations of St. Henry and Ste. Cunégonde.

9.—From Finance Committee to vary a sum of \$2,175. On motion of Ald. PAYETTE, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

10.—From Finance Committee concurring, but to the amount of \$4,294 only, in the following report of the Road Committee for the construction of permanent sidewalks in different streets, amounting in the aggregate to \$33,068.

On motion of Ald. PAYETTE, seconded by Ald. LECLAILER, it was

Resolved: That said report of the Finance Committee be received and adopted.

11.—From Finance Committee concurring in the report of the Road Committee for the construction of permanent sidewalks in different streets, amounting in the aggregate to \$2,230.

12.—From Finance Committee concurring in the report of the Road Committee for an additional appropriation of \$275 to complete sewer in Fullum street.

13.—From Finance Committee concurring in the report of the Road Committee for an appropriation of \$7,725 to construct sewer in Cowan street.

On motion of Ald. PAYETTE, seconded by Ald. LECLAILER, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

14.—From Finance Committee concurring, but to the amount of \$3,687.40 only, in the report of the Police Committee for an appropriation of \$4,894.80 to purchase winter uniforms.

On motion of Ald. PAYETTE, seconded by Ald. PROULX, it was

Resolved: That the report of the Finance Committee be received and adopted.

15.—From Finance Committee concurring in the report of the Parks and Ferries Committee for an appropriation of \$115 to repair the MacDonald Monument.

16.—From Finance Committee concurring in the report of the Parks and Ferries Committee for an additional appropriation of \$150 for horse keep, Mount-Royal park.

On motion of Ald. PAYETTE, seconded by Ald. ROBILARD, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

17.—From Finance Committee concurring, but to the amount of \$586.68 only, in the report of the Road Committee for an appropriation of \$1,386.68 to pay account of Montreal Street Railway Co. for moving tracks on Côte-des-Neiges.

Consideration deferred at the request of Ald. L. A. Lapointe.

18.—From Road Committee to vary a sum of \$400. On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. N. LAPOINTE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

19.—From Road Committee to allow Mr. T. H. Norman to erect a portico.

Referred to Finance Committee.

20.—From Police Committee submitting appropriations for coming year.

Referred to Finance Committee.

21.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage soumettant ses crédits pour le prochain exercice.
Renvoyé à la Commission des Finances.

22.—De la Commission des Parcs et Traverses, à l'effet d'opérer le virement de certains montants.

Sur proposition de M. l'échevin ROBILLARD, appuyé par M. l'échevin HOULE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

23.—De la Commission des Parcs et Traverses soumettant la liste de ses crédits pour le prochain exercice.
Renvoyé à la Commission des Finances.

24.—De la Commission de l'Incinération, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$200.

Sur proposition de M. l'échevin MAJOR, appuyé par M. l'échevin DUQUETTE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

25.—De la Commission de l'Incinération recommandant que la Ville conserve la possession d'une certaine lisière de terrain sur la rue Saint-Patrice.

Renvoyé à la Commission des Finances.

26.—Du bureau d'Hygiène demandant de construire des égouts dans les rues Chestnut et Lasalle.

Renvoyé à la Commission des Finances.

27.—De la Commission spéciale de la Bibliothèque Civique, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$57.95.

Sur proposition de M. l'échevin DAGENAIS, appuyé par M. l'échevin PAYETTE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

ORDRE DU JOUR

28.—Sur proposition de M. l'échevin WHITE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL, il est, sur partage des voix

Résolu: Que le 36e item de l'ordre du jour, pour prendre en considération un rapport de la Commission de la Voirie, à l'effet de permettre à la "Powell Paving Co." de construire un certain pavage, soit maintenant prise en considération.

Ledit rapport de la Commission de la Voirie est en conséquence lué.

Sur proposition de M. l'échevin WHITE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit adopté, sujet à l'approbation du Département en Loi.

29.—Sur proposition de M. l'échevin YATES, appuyé par M. l'échevin DUQUETTE, il est, sur division

Résolu: Que le 27e item de l'ordre du jour, pour adopter en 1ère, 2ème et 3ème lectures un règlement, à l'effet d'amender le règlement No 343 soit maintenant pris en considération.

Ledit règlement est, en conséquence, lu pour la première fois.

M. l'échevin YATES, appuyé par M. l'échevin DUQUETTE,

Propose: Que soit suspendue la règle 79 et que ledit règlement soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Le Conseil se partage:

Pour: Larivière, Proulx, Yates, Clearihue, Major, Dagenais, Turner, Sadler, Bumbray, Lavallée, Stearns, Leclaire, N. Lapointe, Duquette, Mercier, O'Connell, White, Laviolette, Gadbois, Robinson, J.-B.A. Martin, Séguin, M. Martin, Labrecque, Marin, Lévesque, Houlé, David et Roy—29.

Contre: Payette, Robillard, L.-A. Lapointe, DeSerres, Giroux, Ward, Nault et Molson—8

Ladite proposition est ainsi affirmativée, et il est

Résolu: En conséquence.

Sur ce, le Conseil procède à l'étude dudit règlement en deuxième lecture, et

La section 1 étant lué,

M. l'échevin MERCIER, appuyé par M. l'échevin DUQUETTE,

Propose: D'amender ladite section en en retranchant les mots "aux compagnies de tramways électriques ni" et que, ainsi amendée ladite section soit agréée.

Et un débat s'engageant, il est

Ordonné: Que ledit règlement soit inscrit au premier ordre du jour de la prochaine assemblée du Conseil

30.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport de la Commission de la Voirie, à l'effet d'effacer la ligne homologuée du côté Sud de la rue Lagachetièvre,

Sur proposition de M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin GIROUX, il est

Résolu: Que ledit rapport soit adopté.

21.—From Fire and Light Committee submitting appropriations for coming year.

Referred to Finance Committee.

22.—From Parks and Ferries Committee to vary certain items of their appropriations.

On motion of Ald. ROBILLARD, seconded by Ald. HOULE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

23.—From Parks and Ferries Committee submitting appropriations for coming year.

Referred to Finance Committee.

24.—From Incineration Committee to vary a sum of \$200.

On motion of Ald. MAJOR, seconded by Ald. DUQUETTE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

25.—From Incineration Committee recommending that the City retain possession of a certain piece of land on St. Patrick street.

Referred to Finance Committee.

26.—From Board of Health for the construction of sewers in Chestnut and Lasalle streets.

Referred to Finance Committee.

27.—From Special Committee on Civic Library to vary a sum of \$57.95.

On motion of Ald. DAGENAIS, seconded by Ald. PAYETTE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

ORDER OF THE DAY

28.—On motion of Ald. WHITE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was, on division

Resolved: That the 36th item of the order of the day, to consider a report from the Road Committee to allow the Powell Paving Co. to lay a certain pavement, be now taken up.

The said report from the Road Committee was accordingly read.

On motion of Ald. WHITE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be adopted subject to the approval of the Law Department.

29.—On motion of Ald. YATES, seconded by Ald. DUQUETTE, it was, on division

Resolved: That the 27th item of the order of the day, for the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 343, be now taken up.

Said by-law was accordingly read a first time.

Ald. YATES then moved, seconded by Ald. DUQUETTE, That rule 79 be suspended and that said by-law be now read a second time.

The Council divided:

Yea: Larivière, Proulx, Yates, Clearihue, Major, Dagenais, Turner, Sadler, Bumbray, Lavallée, Stearns, Leclaire, N. Lapointe, Duquette, Mercier, O'Connell, White, Laviolette, Gadbois, Robinson, J. B. A. Martin, Séguin, M. Martin, Labrecque, Marin, Lévesque, Houlé, David and Roy—29.

Nays: Payette, Robillard, L. A. Lapointe, DeSerres, Giroux, Ward, Nault and Molson—8.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

The Council thereupon proceeded to consider said by-law in second reading and

Section 1 being read.

Ald. MERCIER moved, seconded by Ald. DUQUETTE,

"That the same be amended by striking therefrom the words: "to electric street railways nor" and that so amended said section be agreed to."

And a debate arising, it was

Ordered: That said by-law constitute the first order of the day for the next meeting of the Council.

30.—The order of the day being read to consider a report from the Road Committee to erase homologated line of south side of Lagachetièvre street,

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. GIROUX, it was

Resolved: That said report be adopted.

31.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération la 3^e lecture d'un règlement, à l'effet d'annexer une partie du Sault-au-Récollet,

M. l'échevin LAVALLÉE, appuyé par M. l'échevin HOULE,

Propose: "Que ledit règlement soit maintenant lu pour la troisième fois."

Et un débat s'engageant,

Sur proposition de M. l'échevin NAULT, appuyé par M. l'échevin LEVESQUE,

Le Conseil, sur partage des voix, s'ajourne.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

RENE BAUSSET,

Greffier adjoint de la Ville.

COMMISSION DES MARCHES

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 29 octobre

Sont présents: MM. les échevins Bumbray, Turner, Séguin, Ward, Martin et Guay.

En l'absence de M. l'échevin Lévy, M. l'échevin Bumbray est prié d'occuper le fauteuil de la présidence.

1.—Sont de nouveau soumis, par M. L.-R. Montbriant, architecte, les plans et devis pour la construction de la pesée Saint-Henri devant être érigée sur le côté Est de l'avenue Atwater, entre la rue Notre-Dame et le canal Lachine.

Sur proposition de M. l'échevin Guay, il est

Résolu: Que lesdits plans et devis soient reçus et acceptés et que soient immédiatement demandées, par la voie des journaux, des soumissions pour la construction de la bâtie de ladite pesée Saint-Henri, et que les travaux d'exécution, de fondations et l'installation de la balance à cet endroit, soient remis à plus tard.

2.—La Commission prend connaissance des plans et des devis soumis par M. L.-R. Montbriant, architecte, pour la construction projetée d'abris sur les pates-formes de la place LeRoyer.

Résolu: De continuer l'étude des plans en question à la prochaine assemblée.

3.—La Commission prend en considération la demande soumise à la dernière assemblée par M. C.-N. Fortin, locataire du marché Bonsecours, à l'effet d'obtenir la permission de prendre M. Isidore Trudeau, comme associé.

Sur proposition de M. l'échevin Martin, il est

Résolu: Que, ledit M. Fortin s'étant conformé à la résolution adoptée le 24 courant, relativement à son acte de société, permission lui soit accordée de prendre M. Trudeau comme associé, à la condition expresse que le bail ne soit pas changé et reste au nom de M. C.-N. Fortin seul.

4.—Soumise et lue une opinion des avocats de la Ville au sujet de la demande d'une licence d'étal privé de boucher par la compagnie D.-B. Martin, limitée.

Comme la demande d'opinion n'a pas été soumise exactement, selon la décision de la Commission, il est

Résolu: De prier de nouveau les avocats de la Ville de donner leur opinion sur la question de savoir si, la Ville peut refuser à la Compagnie en question une licence d'étal privé de boucher pour faire le commerce de viande en gros dans son établissement aux abattoirs de l'Est, rue Frontenac; et, de plus, si la charte de ladite Compagnie lui accorde le privilège de faire ce commerce à cet endroit.

5.—Sur proposition de M. l'échevin Séguin, il est

Résolu: De présenter un rapport au Conseil pour demander l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$56 du contingent général et de l'appliquer au contingent du marché Saint-Antoine.

Ajournement.

A. LEBLANC,
Secrétaire.

31.—The order of the day being read for the 3rd reading of a by-law to annex a portion of Sault-au-Récollet,

Ald. LAVALLÉE moved, seconded by Ald. HOULE,

"That said by-law be now read a third time."

And a debate arising,

On motion of Ald. NAULT, seconded by Ald. LEVESQUE
The Council, on division, adjourned.

L. O. DAVID,
City Clerk.

RENE BAUSSET,
Asst. City Clerk.

MARKET COMMITTEE

Report of Special Meeting held the 29th of October

Present: Ald. Bumbray, Turner, Séguin, Ward, Martin and Guay.

In the absence of Ald. Lévy, Ald. Bumbray was moved to the chair.

Submitted by Mr. L. R. Montbriant, architect, plans and specifications for the erection of the St. Henry weigh house to be erected on the East side of Atwater avenue, between Notre-Dame street and the Lachine canal.

On motion of Ald. Guay, it was

Resolved: That said plans and specifications be received and accepted, and that tenders be immediately called for in the newspapers, for the erection of St. Henry weigh-house; but, that the excavation, foundations, and placing of he scale, be deferred.

2.—The Committee considered plans and specifications submitted by Mr. L. R. Montbriant, architect, for the proposed erection of shelters over the platforms of LeRoyer square.

Resolved: That consideration of said plans be deferred, till next meeting.

3.—The Committee considered the application submitted at the last meeting by Mr. C. N. Fortin, tenant at Bonsecours market, for permission to take Mr. Isidore Trudeau into partnership.

On motion of Ald. Martin, it was

Resolved: That, the said Mr. Fortin, having complied with the resolution adopted the 24th instant, concerning his deed of partnership, permission be granted him to take Mr. Trudeau as a partner, on the express condition that the lease be not changed and remains in the name of Mr. C. N. Fortin alone.

4.—Submitted and read an opinion from the City Attorneys anent the application for a private stall license by the D. B. Martin Co. Ltd.

As the request for the above opinion has not been correctly submitted, according to the Committee's decision, it was

Resolved: That the City Attorneys be again requested to give their opinion as to whether the City can refuse to grant the Company a license for a private butcher stall for selling meat, by wholesale, in their establishment at the Eastern Abattoir, on Frontenac street; and, moreover, to state whether the charter of said Company grants the Company the privilege of selling meat in that locality.

5.—On motion of Ald. Séguin, it was

Resolved: That a report be made to Council asking that authority be given to vary a sum of \$50, from general contingent fund, and apply said amount to St. Antoine market contingent.

Adjourned.

.....
A. LEBLANC,
Secretary.

CONSEIL MUNICIPAL

ASSEMBLÉE SPÉCIALE DU 5 NOVEMBRE

ORDRE DU JOUR

RÈGLEMENTS.

1. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 343. (Yates).
2. 3ème lecture d'un règlement à l'effet d'annexer une partie du Sault-au-Recollet (Lavallée).
3. 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet de permettre à la Cie du chemin de fer du Grand Tronc de construire un tunnel au-dessous de la rue McGill. (Larivière)
4. 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* construction des édifices sur la rue Dorchester et autres rues. (Yates).
5. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260. (Sadler).

MOTIONS.

6. *Dagenais*.—Pour forcer les compagnies d'abattoirs de payer le traitement d'un inspecteur.
7. *Marin*.—Pour abroger une certaine résolution *re* écurie sur la rue Mackay.

RÈGLEMENTS

8. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 49. (Houlé).
9. 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 210. (Carter).
10. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* écuries. (Dagenais).
11. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* vente des articles non réclamés. (Proulx).
12. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260. (Leclaire).
13. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement imposant une taxe sur les poteaux, etc. (Nault).
14. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* fonds de retraite pour les employés municipaux. (Gadbois).
15. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260. (Yates).
16. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 354. (Gadbois).
17. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement pour permettre à la Cie du Chemin de fer Electrique des Comtés du Sud de pénétrer dans la Ville. (J.-B.-A. Martin).
18. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* la Cie M. L. H. & P. (J.-B.-A. Martin).
19. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 50. (Larivière).
20. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 340. (Larivière).

MOTIONS.

21. *Martin, J.-B.-A.*.—Pour amender le règlement No. 343.
22. *O'Connell*.—Pour permettre à la compagnie "Montreal Steel Works" de poser un tuyau le long de la rue St. Etienne.
23. *Lapointe, N.*.—Pour permettre à la Cie des Tramways de construire un tunnel au-dessous de la rue Notre-Dame.

RAPPORT.

24. *Voirie*.—Pour changer les noms de certaines rues.

MOTIONS.

25. *Leclaire*.—Pour amender le règlement No. 240.
26. *Payette*.—Pour amender la règle 115.

RÈGLEMENTS.

27. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement fixant le poids du pain. (Houlé).

CITY COUNCIL

SPECIAL MEETING, 5th OF NOVEMBER 1906

ORDER OF THE DAY

BY-LAWS.

1. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by law No. 343. (Yates).
2. 3rd reading of a by-law to annex a portion of Sault-au-Recollet. (Lavallée).
3. 2nd and 3rd reading of a by-law to allow G. T. R. Co. to construct a tunnel under McGill Street (Larivière).
4. 2nd and 3rd reading of a by-law *re* buildings on Dorchester street and on other streets. (Yates).
5. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260. (Sadler).

MOTIONS.

6. *Dagenais*.—To compel Abattoir Companies to pay salary of an inspector.
7. *Marin*.—To repeal a certain resolution *re* stable on Mackay St.

BY-LAWS.

8. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 49. (Houlé).
9. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No 210. (Carter).
10. 1st, 2nd and 3rd reading of a by law *re* stables. (Dagenais).
11. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* sale of unredeemed articles. (Proulx).
12. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by law No. 260. (Leclaire).
13. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to levy a tax on poles, etc. (Nault).
14. 1st, 2nd and 3rd reading of a by law *re* pension fund for civic employes. (Gadbois).
15. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260. (Yates).
16. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 354. (Gadbois).
17. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow Southern Counties Electric Railway to enter the City. (J. B. A. Martin).
18. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* M. L. H. & P. Co. (J. B. A. Martin).
19. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 50. (Larivière).
20. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 340. (Larivière).

MOTIONS.

21. *Martin, J. B. A.*.—To amend by-law No. 343.
22. *O'Connell*.—To allow Montreal Steel Works to lay a pipe along St. Etienne Street.
23. *Lapointe, N.*.—To allow M. S. Ry. Co. to construct a tunnel under Notre Dame Street.

REPORT.

24. *Road*.—To change the names of certain streets.

MOTIONS

25. *Leclaire*.—To amend by-law No. 240.
26. *Payette*.—To amend Rule 115.

BY-LAWS

27. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to fix the weight of bread. (Houlé).

28. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement à l'effet de permettre à la Cie des tramways d'établir un transbordeur de charbon. (Larivière).

MOTIONS.

29. *Gallery*.—Pour abroger la résolution nommant une Commission Spéciale des Passages à niveau.
 30. *Gadbois*.—Pour une règle du Conseil *re droit de demander que l'étude des rapports qui sont présentés soit différée.*
 31. *Dagenais*.—Pour amender le règlement No 268.
 32. *Labrecque*.—Pour nommer une nouvelle Commission permanente.

REGLEMENTS.

33. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant les édifices sur le parc Crémazie. (Houtré).
 34. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant les édifices sur la rue du Palais. (Houtré.)

RAPPORT

35. *Finance et Voirie*.—Pour payer compte de la Cie. des Tramways pour changement de sa voie.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

**SERVICE DE LA POLICE****Costumes d'Hiver.**

Des soumissions cachetées, adressées au soussigné seront reçues jusqu'à midi, mercredi, le 14 novembre prochain pour pantalons d'hiver, casques, chaussures, gants et mitaines jusqu'à concurrence, plus ou moins, de 405 pour les constables et de 66 pour les officiers.

Tous les différents articles de l'uniforme seront faits, en ce qui concerne l'étoffe et la confection, conformément au cahier des charges que l'on pourra se procurer au bureau du Quartier-maître du Département.

Tous les entrepreneurs devront soumettre un morceau de l'étoffe employée dans la confection de ces uniformes et s'engager à les tenir en bon état, quant à l'usure, pendant le terme d'un an.

Tous les soumissionnaires pour les chaussures devront soumissionner d'après un échantillon-étalon déposé au bureau du Quartier-maître.

Il est entendu que l'entrepreneur fournira les vêtements additionnels dont on aura besoin de temps à autre pour les nouveaux hommes au même chiffre que le prix de son contrat, jusqu'à ce qu'un autre contrat ait été adjugé.

Un certificat de dépôt équivalant à 15% du montant de chaque soumission, sous forme de chèque accepté, payable à l'ordre du trésorier de la Ville devra accompagner chaque soumission, et ledit chèque restera entre les mains du trésorier jusqu'à ce que les contrats aient été remplis à la satisfaction de la Commission de Police.

Tous les contrats devront être remplis et livrés dans les cinquante (50) jours qui suivront la date où le Conseil de Ville ou la Commission de Police aura ratifié ou accordé les contrats, à défaut de quoi une amende de \$10 par jour sera payée par l'entrepreneur.

Tous les soumissions seront ouvertes par le greffier de la Ville en présence des intéressés, à l'assemblée de la Commission de Police qui suivra leur réception.

La Commission se réserve le droit d'accorder le contrat en tout ou en partie, à sa discrétion.

Tous les basse ni aucune autre des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville

BUREAU DU GREFFIER DE LA VILLE,
 HÔTEL DE VILLE,

Montréal, le 2 novembre 1906.

28. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow the M. S. R. Co. to erect a coal conveyor. (Larivière).

MOTIONS.

29. *Gallery*.—To repeal resolution appointing Special Committee on level crossings.
 30. *Gadbois*.—For a Rule of Council *re right to call "Next Meeting."*
 31. *Dagenais*.—To amend by law No. 268.
 32. *Labrecque*.—To appoint a new Standing Committee.

BY-LAWS

33. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re buildings on Cremazie Park.* (Houtré).
 34. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re buildings on Palais Street.* (Houtré).

REPORT.

35. *Finance and Road*.—To pay account of M. S. Ry. Co. for moving tracks.

L. O. DAVID,
City Clerk.

**POLICE DEPARTMENT****Winter Uniforms.**

Sealed tenders addressed to the undersigned will be received up to noon on Wednesday, the 14th November next, for winter trousers, caps, boots, gloves and mitts to the extent of, more or less, 405 for men and 66 for officers.

The articles of clothing must be made as to material and workmanship according to printed forms of specifications to be had from the Quarter Master of the Department.

Contractors shall submit samples of cloth used in making the same and engage to keep the garments in repair as to wear for one year.

The contractors for boots shall tender on a standard sample deposited with the Quarter Master.

It must be understood that the contractor shall furnish such additional garments as may be needed from time to time for new men, at the same figure as his contract price, until a new contract is awarded.

A certificate of deposit with the City Treasurer of an accepted cheque equal to 15% of the amount of the tender payable to the order of the City Treasurer must accompany each tender and remain in the hands of the said treasurer until the contracts are fulfilled to the satisfaction of the Police Committee.

These contracts shall be made and delivered within fifty (50) days from the date of the ratifying or awarding of said contracts by the City Council or the Police Committee in default of which a penalty of \$10 per day shall be paid.

Tenders will be opened by the City Clerk, in the presence of the interested parties, at the meeting of the Police Committee following the receipt of said tenders.

The Committee reserves the right to award the contract as a whole or in part, at its discretion.

The lowest or any of the tenders submitted will not necessarily be accepted.

L. O. DAVID,
City Clerk.

CITY CLERK'S OFFICE,

CITY HALL,

Montreal, 2 November 1906.



MARCHÉS

AUX ENTREPRENEURS

Des soumissions cachetées, adressées au soussigné et portant la suscription "Construction d'un Bureau de Pesage" seront reçues au bureau du greffier de la Ville, Hôtel de Ville, jusqu'à Mercredi, le 7 Novembre prochain, à midi, pour la construction d'un bureau de pesage devant être érigé sur l'avenue Atwater, entre la rue Notre-Dame et le canal Lachine.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté au montant de 10 pour cent du prix demandé pour l'exécution des travaux.

Les plans et devis desdits travaux peuvent être examinés au bureau de M. L.-R. Montbriant, architecte, 230 rue Saint-André.

Pour autres renseignements s'adresser au surintendant des Marchés, Hôtel de Ville.

La plus basse ni aucune autre des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

BUREAU DU GREFFIER DE LA VILLE.

HÔTEL DE VILLE,
Montréal, 29 octobre 1906.



MARKET COMMITTEE

TO CONTRACTORS

Sealed tenders, addressed to the undersigned and endorsed "Erection of a weigh-house" will be received at the office of the City Clerk, City Hall, until noon, Wednesday, the 7th November next, for the building of a weighing house, to be erected on Atwater avenue, between Notre-Dame street and Lachine canal.

Each tender to be accompanied by an accepted cheque to the amount of 10 per cent. of the price asked for said work.

The plans and specifications may be seen at the office of Mr. L. R. Montbriant, architect, 230 St. André street.

For further information apply to the Superintendent of Markets, City Hall.

The lowest or any tender will not necessarily be accepted.

L. O. DAVID,
City Clerk.

CITY CLERK'S OFFICE,
CITY HALL,
Montreal, 29th October 1906.

PERMIS DE CONSTRUCTION.

BUILDING PERMITS.

Décernés durant la semaine finissant le 30 Octobre 1906.

Issued during the week ending the 30th October, 1906.

Date.	No. du Permis. a Permit Number.	Endroit.—Location.			Quartier. Ward.	Propriétaire. Owner.	Adresse du Propriétaire — Owner's address	Genre. Description	Coût. Cost.
		No.	Rue.—Street.	No.—Cadastr.					
Oct. 26	1827 N.		Dufferin.....	5 sub. 106.....	St Denis	Dorion Albert.....	874 Huntly	1 logement.....	\$ 250 00
"	1828 N.	106	"	"	Chabot Louis.....	Dufferin.....	1 Dufferin.....	"	275 00
"	1829 R.	1001	St. Jacques.....	370.....	St Joseph.....	1001 St. Jacques.....	2 ".....	"	125 00
"	1830 N.		Fleurimont.....	7-374	St. Denis.....	1597 St. Hubert.....	2 ".....	"	1,500 00
"	1831 N.		Papineau.....	339-664.....	St. Henri.....	171 Mt Royal	1 hangar	"	500 00
"	1832 N.	277	St. Rémi.....	1704.....	St. Denis.....	630 Desjardins.....	2 logements	"	1,000 00
"	1833 N.		St. André.....	7-59.....	Duvernay.....	1741 St. André.....	2 "	"	1,000 00
"	1834 N.		Garnier.....	1-42.....	St. Denis.....	12 La al e.....	3 "	"	3,00 00
"	1835 N.		LaSalle	30.....	St. Denis.....	340 Chambord.....	2 "	"	2,00 00
"	1836 N.		Montgomery.....	1822.....	Hochelaga.....	321 Mentana	1 hangar	"	"
"	1837 R.	3107	Notre Dame.....	941-15-16.....	St. Henri.....	Lalonde O.....	125 Church Str., Verdun.....	"	200 00
"	1838 N.		Beaudry.....	P. 664.....	St. Jacques.....	F. Denault.....	4 logements	"	300 00
"	1839 N.		LaSalle.....	7-904.....	St. Denis.....	24 Chs Borrmée	1 échoppe	"	500 00
"	1840 N.	1222-24	St. André.....	11-873.....	Duvernay.....	1826 Labelle.....	2 logements	"	1,500 00
"	1841 R.	37-39	Latour.....		St. George	1234 St. André	1 hangar	"	150 00
"	1842 N.		Mentana.....	1207-125.....	Lafontaine E.....	125 Bishop.....	1 "	"	200 00
"	1843 R.	Rachel & Boyer	8-155.....		Duvernay.....	Berthiaume E.....	112 Mentana	3 logement	3,500 00
"	1844.	De Lévis.....	148-2200.....		Hochelaga.....	Paquin C.....	Dré & Hachell.....	1 "	1,600 00
"	1845	Mont-Royal.....	328-558.....		St. Denis.....	Suat J.....	124 DeLorimier.....	1 "	400 00
						Gélinas C.....	121 Mont-Royal.....	2 "	5,000 00

ALEX. DÉCARIE

a { N.—Nouveaux édifices.—New buildings.
R.—Réparations.—Alterations.

Député Asst. Inspecteur des Edifices.—Deputy Asst. Inspector of Buildings.

DEPARTEMENT D'HYGIENE.—HEALTH DEPARTMENT.

Bulletin de la semaine finissant le Samedi, 27 Octobre, à midi.

Weekly report, ending Saturday, the 27th October, at noon.

CAS DE MALADIES ET DÉCES RAP- PORTÉS.	Semaine Week.		Depuis le com- mencement de l'année. From the be- ginning of the year.		CASES OF DISEASES AND DEATHS REPORTED.	TUBERCULOSE.		TUBERCULOSIS.	
	Cas.	Décès. — Cases	Cas.	Décès. — Cases		Visites.....	102	Visits.....	Visits
	— Deaths	— Deaths	— Cases	— Deaths		Désinfections.....	14	Disinfections.....	Disinfections
Fièvre typhoïde.....	18	4	575	87	.....Typhoid Fever				
Variole.....			5		.....Smallpox				
Varicelle.....			82		.....Chickenpox				
Rougeole.....	13	2	1189	50	.....Measles				
Scarlatine.....	1		182	2	.....Scarlet-fever				
Diphthérite et Croup.....	15	2	496	89	Diphtheria & Croup				
Coqueluche.....	5	2	224	91	.....Whooping-Cough				
Tuberculose.....	15	13	771	649	.....Tuberculosis				
Pneumonie.....		8		435	Pneumonia				
Entérite, diarrhée, choléra infantile)		23		1473	Enteritoes, diarr cholera infantum.				
Autres maladies.....	1	59	50	3169	Other diseases.....				
Total.....			3574	6015	Total				
Illégitimes.....				430	Illegitimate				
				6475					

HOPITAL CIVIQUE.	Diphthérie.	Diphthérie.	Scarlatine.	Scarlatine.	Autres cas.	—	Majeurs.	—	Of age	Mineurs.	—	Under age.	CIVIC HOSPITAL.
	Diphthérie.	Diphthérie.	Scarlatine.	Scarlatine.	Autres cas.	—	Other cases.	—	Majeurs.	—	Mineurs.	—	
Patients admis.....	17	2	4	15	8								
Patients guéris.....	18	4	1	10	13								
Patients décédés.....													
Patients actuels.....	29	16	8	35	18								

OPÉRATIONS DES INSPECTEURS SANITAIRES

WORK OF THE SANITARY INSPECTORS.

Visites régulières.....	1535			Regular visits									
Visites spéciales.....	272			Special visits									
Secondes visites.....	200			Second visits									
Logements visités.....	1690			Dwelling visits									
Autres bâties.....	283			Other buildings									
Étables et écuries.....	132			Stables									
Caves.....	541			Cellars									
Cours.....	930			Yards									
Ruelles.....	43			Lanes									
Latrines.....	38			Privies									
Amas de fumier.....	22			Accumulations of manure									
Plaintes des citoyens.....	120			Complaints from citizens									
Plaintes fondées.....	96			Complaints founded									
Plaintes non fondées.....	24			Complaints unfounded									
Ordres donnés pour faire disparaître diverses nuisances.....	120			Orders given to abate nuisances									

Maisons malpropres.....				Maisons malpropres.....									
Canaux neufs.....				Canaux neufs.....									
Permis de plomberie.....				Permis de plomberie.....									
Certificats de plomberie.....				Certificats de plomberie.....									
Jours à d'autres fonctions.....				Jours à d'autres fonctions.....									
Epreuves des drainages.....				Epreuves des drainages.....									
Egouts.....				Egouts.....									
Eviers.....				Eviers.....									
Tuyaux de renvoi.....				Tuyaux de renvoi.....									
Water-closets.....				Water-closets.....									
Tuyaux de vidange.....				Tuyaux de vidange.....									
Ventilation.....				Ventilation.....									
Chambres noires.....				Chambres noires.....									
Sous-sols.....				Sous-sols.....									
Seconds avis.....				Seconds avis.....									
Terrains vacants.....				Terrains vacants.....									

INSPECTION DES ALIMENTS	Lait.		Pain		Viande.		Poisson.		Fruits, Lég et Glace.		Fruits, Vege- table & Ice.		FOOD INSPECTION.	
	Milk.	Milk.	Bread.	Bread.	Meat.	Meat.	Fish.	Fish.	Fruits, Lég et Glace.	Fruits, Vege- table & Ice.				
Inspections.....		176		102		1048		52	372					
Echantillons examinés.....		39		—		—		2	394					
Analyses.....		2		—		—		—	376					
Plaintes.....		1		—		—		—	178					
Avis.....		1		—		—		—	41					
Confiscations.....		—		106 lbs		68 lbs		550 lbs	—					
Condamnations.....		—		—		—		—	4					
Qualité moyenne.....	{ Beurre.	40%												
	Densité.	1028.75												

DÉCÈS.	Sexe.	Sexe.	Tot. An.	DEATHS.		DÉCÈS	Sexe.—Sex.	Tot An.	DEATHS.	
				M.	F.					
De 0 à 6 mois.....	17	13	1645	From 0 to 6 months		De 50 à 60 ans.....	0	5	372	From 50 to 60 years
De 6 à 12 mois.....	0	7	837	From 6 to 12 months		De 60 à 70 ans.....	2	5	394	From 60 to 70 years
De 1 à 2 ans.....	4	6	445	From 1 to 2 years		De 70 à 80 ans.....	5	3	376	From 70 to 80 years
De 2 à 5 ans.....	1	3	312	From 2 to 5 years		De 80 à 90 ans.....	1	5	178	From 80 to 90 years
De 5 à 10 ans.....	4	1	154	From 5 to 10 years		De 90 à 100 ans.....	0	1	41	From 90 to 100 years
De 10 à 15 ans.....	2	0	84	From 10 to 15 years		De 100 et au-dessus.....			4	From 100 and over
De 15 à 20 ans.....	1	0	158	From 15 to 20 years		Total.....	46	67	6045	Total.
De 20 à 30 ans.....	4	9	391	From 20 to 30 years		Illégitimes.....			430	Illegitimate.
De 30 à 40 ans.....	4	2	333	From 30 to 40 years						
De 40 à 50 ans.....	1	7	321	From 40 to 50 years						

NÉSSANCES.	Semaine — Week		(From 1st January)	BIRTHS.	
	Masculin	Féminin			
Canadiens.....	Male	Female			
Français.....	61	60	3404	French.....	
Anglais.....	9	2	776	English.....	
Irlandais.....	2	7	529	Irish.....	
Ecossais.....	4	0	244	Scotch.....	
Autres nationalités.....	5	7	535	Other nationalities.....	
Illégitimes.....				Illegitimate.....	
Total.....	81	76	5488	Total.....	

Service Météorologique.

Meteorological Department.

Rapport de la semaine finissant le Mardi, 30 Octobre à 12 hrs p. m.
Weekly report ending Tuesday, October 30th Midnight.

	Oct. 25	Oct. 26	Oct. 27	Oct. 28	Oct. 29	Oct. 30	Oct. 00
THERMOM.	Maximum...	54	52	56	49	37	39
	Heure.-Hour	11 a. m.	3 p. m.	7 p. m.	11 a. m.	3 a. m.	3 p. m.
	Minimum....	50	44	49	38	33	31
	Heure.-Hour	11 p. m.	7 a. m.	3 a. m.	11 p. m.	11 p. m.	3 a. m.
BAROM.	Maximum ...	29.756	29.987	29.887	29.567	30.066	30.326
	Heure.-Hour	11 p. m.	11 a. m.	3 a. m.	11 p. m.	11 p. m.	11 p. m.
	Minimum....	29.598	29.852	29.434	29.348	29.661	30.094
	Heure.-Hour	11 a. m.	3 a. m.	11 p. m.	7 a. m.	3 a. m.	3 a. m.
HYGROM.	Maximum ...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
VENT-WIND	Vélocité.	Max.	36	19	22	26	27
	Velocity.	Max.	36	19	22	26	27
	Heure.-Hour	3 p. m.	1 a. m.	12 p. m.	12 p. m.	1 p. m.	4 a. m.

JAMES FERNS *{ Surintendant.*
{ Superintendant.

Service des Alarmes d'Incendie.

Fire Alarm Department.

Rapport de la semaine finissant le Mardi, 30 Octobre à 12 p. m.
Weekly report ending Tuesday, October 30th, at 12 p. m.

Quartier Ward	Date	Avertisseur. Box.	A. M.	P. M.	Retour. Return.
St. Louis.....	Oct. 26 '06	Telephone	5.10	.....	No. 6 to 400 St. Denis
Centre.....	" 26 "	"	.....	4.10	No. 2 to St. Jean-Bte & St. Paul
Duvernay.....	" 26 "	686	.....	7.15	7.25
Papineau.....	" 27 "	716	.....	5.08	5.14
St. James	" 27 "	Telephone	.....	5.58	No. 11 to Ste. Catherine & Beaudry
St. Jean Bte.....	" 28 "	679	1.34	.....	1.44
St. Gabriel	" 28 "	234	3.34	.....	4.52
St. George's	" 28 "	Telephone	.....	7.44	No. 5 to 53 Mansfield
Papineau.....	" 29 "	714	.....	8.54	9.01
"	" 29 "	714	.....	9.58	10.07

JAMES FERNS *{ Surintendant.*
{ Superintendant.

SERVICE DES INCENDIES.

Rapport de la semaine finissant Mercredi, 31 Octobre à 12 h. p.m. Weekly report ending Wednesday, October 31st, at 12 p.m.

Date.	Heure Hour.	Avertis- seur. Box.	Localité. Location.	Quartier. Ward.	Genre d'édifice. Description of building	Usage. For what purpo- se occupied.	Cause de l'incendie. Cause of fire.	Ocupant. Tenant.	Dom- mages. Damages	Ont répon- du à l'appel(statn.). Resp'd to call (stat)
Oct. 26	5.10 a. m.	Phone.	470 St. Denis	St. Louis	Stone..	Dwelling	Unknown	M. Carrière	Slight	6
" 26	4.10 p. m.	Phone.	42 St. J.-Baptiste	Centre.....	Convent	Convent	Sister Notre Dame	"	2	
" 26	7.15 p. m.	686	563 Mentana.....	Duvernay	Dwelling	"	E. Neaud	"	14, 16	
" 26	7.35 p. m.	Phone.	.....	St. Henri	"	"	False Alarm	"	23	
" 27	5.10 a. m.	Still.....	1373 St. Lawrence	St-J.-Baptiste	Brick	Dwelling	Hot Ashes	P. Ledoux	14	
" 27	8.00 a. m.	Still.....	Canal bank	St. Ann's	Dump	Coal Dump	Spontaneous	Wm. Muir Co.	4	
" 27	5.08 p. m.	716	30 Delormier	Papineau	Brick	Dwelling	Chimney	N. Chipchase	8	
" 28	1.34 a. m.	679	209 Mitche-on	St. J.-Baptiste	"	"	Hot Ashes	J. Lemay	14	
" 28	3.34 a. m.	234	180 Knox	St. Gabriel	"	School	Unknown	St. Charles School	9, 12, 15, 22	
" 28	7.44 p. m.	Phone.	969 Notre Dame E.....	St. George	Brick	Dwelling	Hot Ashes	False Alarm	5	
" 28	9.15 p. m.	Still.....	10 Papineau	Papineau	Wood	Stable	Unknown	Mrs. Quin	8	
" 29	8.54 p. m.	714	913 Laga'ch'tière E	"	Brick	Candy Store	"	Jas. M. Dureh	8	
" 29	9.56 p. m..	714	.....	" .....	" .....	" .....	" .....	M. Yakon	8	

Z. BENOIT,

Chef de la Brigade.—Chief Fire Department.

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS.—TRANSFERS OF PROPERTIES.

HOCHELAGA & JACQUES-CARTIER.

Quartier. Ward	No. de enregistrement. Registration Number.	Date de l'enregist. Date of regist.	Date du Contrat. Date of Deed.	Vendeur. Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre. Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue. Street.	Genre.—Descrip. Price.
Hochelaga ..	126148	22 Oct.	" 1906	13 oct. 1906	Montreal Land Improvement Coy	Philéas Jodoin ..	29-763	2553 Aylwin ..	B \$ 300 00
"	126160	22 "	"	13 oct. "	U. H. Dandurand ..	29-1128	2940 Joliette ..	B 325 00	
"	126161	22 "	"	13 "	F. X. P. Allard ..	D. Racette ..	325-274	350 00	
St. Denis ..	126164	22 "	"	16 "	I. Préfontaine ..	S. Leduc ..	325-276	2700 St. André ..	
Hochelaga ..	127166	22 "	"	17 "	Succ. H. Hogan ..	F. X. P. Allard ..	148-2245	50 00	
St. Denis ..	127172	22 "	"	3 "	E. Tétreau ..	A. Allard ..	148-2245	204 00	
"	127174	22 "	"	22 "	P. Nadeau ..	Dile A. Gareau ..	1/ S. E. 8-733	2500 Montgomey ..	
"	127175	22 "	"	20 "	H. Lajeunesse ..	H. Lajeunesse ..	1/ N. O. 331-178	Chambord ..	
"	127176	22 "	"	22 "	W. Simard ..	R. Patenande ..	1837-6	150 00	
St. Henri ..	127183	23 "	"	20 "	St. Henry Land. Coy	O. Ricard ..	489-102 & 103	180 00	
St. Denis ..	127187	23 "	"	17 "	J. W. Ouellette ..	E. Gaudron ..	1674-17-A	450 00	
St. Henri ..	127189	23 "	"	17 "	S. Lalonde ..	325-176	2725 St. Hubert ..		
St. Henri ..	127191	3 "	"	23 "	Suc. C. H. Letourneau	O. Labrosse ..	1703-224 & 225	1625 00	
Ste. Marie ..	127213	24 "	"	15 "	Rosemont Land & Im	pmt Co. ..	9ème Avenue ..	170 00	
"	127214	24 "	"	20 "	"	A. Richer ..	172-794	4ème Avenue ..	
St. Denis ..	127215	24 "	"	19 "	H. R. Drummond ..	J. O. Lussier ..	172-458	295 00	
Ste. Marie ..	127219	24 "	"	6 "	A. Richer ..	A. Gagnon ..	1/ S. E. 331-144	814 15	
St. Denis ..	127224	24 "	"	23 "	O. Baubrice ..	J. William Haberfield ..	172-794	2600 00	
Duvernay ..	127234	25 "	"	22 "	H. Corbeil ..	E. Lévesque ..	7-826	1625 00	
St. Denis ..	127236	25 "	"	22 "	A. Tessier ..	G. O. Reilly ..	1-43	700 00	
Hochelaga ..	127238	25 "	"	23 "	G. Vennat ..	J. Longpré ..	329-165	2500 00	
St. Denis ..	127241	25 "	"	24 "	De M. Rochon ..	I. N. Dupuis ..	1/ ind. 29-494	150 00	
"	127243	25 "	"	20 "	W. H. Edge ..	J. Besner ..	325-174 & 175	4800 00	
"	127256	25 "	"	20 "	J. Letourneau ..	O. Lafond ..	325-381	500 00	
Duvernay ..	127264	25 "	"	9 "	Z. Quétillon ..	D. Laurin ..	7-216	2800 00	
Hochelaga ..	127266	26 "	"	19 "	J. M. Ferguson ..	J. Cailloux ..	159-274 & 275	1885 00	
St. Denis ..	127272	26 "	"	25 "	St. Denis Land Coy ..	J. Foisy ..	7-954 & 955	412 50	
"	127273	26 "	"	25 "	"	O. Gagnon ..	7-488	163 13	
"	127278	26 "	"	22 "	A. W. MacDonald ..	De A. Jetta ..	489-49 & 50	20 00	
Hochelaga ..	127279	26 "	"	23 "	Banque Provinciale ..	G. Desernes ..	148-17	610 00	
St. Denis ..	127304	27 "	"	7 sept.	N. Séguin ..	J. A. Séguin ..	331-103	400 00	
"	127305	27 "	"	23 oct.	De J. Caron ..	C. Ouimet ..	325-146	2500 00	
"	127307	27 "	"	23 "	De E. Lespérance ..	H. Brodeur ..	325-171 à 173	9700 00	
St. Jean Bte ..	127308	27 "	"	23 "	H. Brodeur ..	E. Lespérance ..	15-52 à 55, 15-104-5 à 55	6400 Berri ..	
St. Denis ..	127327	27 "	"	23 "	E. D. Tétreau ..	M. Leclerc ..	1/ Nord 8-62	955 00	
"	127328	27 "	"	25 "	L. Dupré ..	De H. Delisle ..	2500 Huntly ..	2000 00	
St. Jean Bte ..	127336	27 "	"	27 "	C. A. Chapleau ..	J. E. Laurent ..	505-9-1, 505-10-2	2070 Esplanade ..	9700 00

MONTREAL-EST

MONTREAL-EAST

Lafontaine ..	67067	23 octobre 1906	22 oct.	1906	A. Brazeau ..	E. Berthiaume ..	1207-124 & 125	4512 Mentana ..	L \$ 2000 00
Papineau ..	67070	23 "	"	11 "	De H. David ..	A. Miron ..	1101-8, 1101-7	8551 Papineau ..	B 3000 00
St. Laurent ..	97071	23 "	"	17 "	Succ. J. R. Savignac ..	E. Chamoux ..	598	3945 S. C. Borromée ..	B 1000 00
St. Louis ..	67072	23 "	"	19 "	W. Creighton ..	J. Simpson ..	902-98B, 902-99A	1554 Drolet ..	B 4500 00
St. Laurent ..	67073	23 "	"	9 "	De C. Gurd ..	J. B. McLeod ..	65	2756 Ave. du Parc ..	B 7500 00
" ..	67074	23 "	"	9 "	J. B. McLeod ..	A. Duperrault ..	65	2756 "	
St. Louis ..	67076	24 "	"	23 "	De W. St. Louis & al ..	N. Lemieux & al ..	Droits dans 437	3360 Ste. Catherine ..	B 15000 00
St. Jacques ..	67078	24 "	"	4 "	J. Morris ..	J. Paquette ..	139	2136 Lacroix ..	B 1200 00
St. Louis ..	67081	24 "	"	22 "	V. Mongeau ..	P. P. Mailloux & al ..	904-24 à 32	10800 Av. Hotel de V ..	B 32000 00
St. Laurent ..	67084	24 "	"	24 "	De L. G. Foisy ..	J. B. Vallée ..	Droits dans 419	2602 St. Philippe ..	B 114 28
Papineau ..	67092	25 "	"	3 "	De C. Sheppard ..	The Incumbent and Churchwardens of the Parish of St. Thomas	1224-24, 1224-23, 1224-25	7050 Sherbrooke ..	L 2093 00
Papineau ..	67094	25 "	"	21 sept 1906	Delle C. Pineau dit D.	J. P. Pineau dit D ..	Droits dans P100	2106 Notre Dame ..	B 300 00
" ..	67098	26 "	"	25 oct.	De V. de Lebzeltern ..	J. Quintin dit D ..	1101-40	4294 Champlain ..	B 3600 00
St. Laurent ..	67103	26 "	"	23 "	Succ. J. Platt ..	The Congregation of the Temple Salomon ..	169-33 & 34	4850 Ontario ..	B 6062 50
Lafontaine ..	67104	26 "	"	24 "	T. Lessard ..	W. Gatien & al ..	3150 Montcalm ..	3000 Visitation ..	B 3000 00
Papineau ..	6716	26 "	"	31 "	A. Bourassa ..	De O. A. Reeves ..	2553	2410 00	
St. Louis ..	67107	26 "	"	15 "	J. E. Bayard ..	A. Bourassa ..	1440 Sanguinet ..	1700 00	
St. Marie ..	67115	27 "	"	22 "	C. Messier ..	J. Pepin ..	4650 Delorimier ..	1200 00	
" ..	67116	27 "	"	22 "	J. Pepin ..	I. Denis & al ..	4650 "	1400 00	
St. Louis ..	67121	27 "	"	25 "	De J. Deslongchamps ..	F. Gaudreau ..	P. 255	2800 St. Dominique ..	B 6000 00
St. Jacques ..	67125	27 "	"	28 sept.	J. M. Harrison & al ..	A. Hochard ..	235	3761 Rueelle Contant ..	B 1500 00
St. Louis ..	67127	29 "	"	27 oct.	J. Archambault ..	W. H. Cook ..	902-70	1728 Drolet ..	B 38/0 00
Lafontaine ..	67132	29 "	"	17 "	1906	De H. Porter & al ..	1142, 1144-7 & 8	9752 Moncalm ..	B 5745 00
" ..	67134	29 "	"	23 "	Delle M. Lortie & al ..	M. Mélançon ..	849-46	11834 St. Christophe ..	B 2000 00
" ..	67137	29 "	"	19 sept.	A. Brazeau ..	F. David ..	1078	3078 Visitation ..	B 2000 00

MONTREAL-OUEST.

MONTREAL-WEST.

St. George ..	143026	24 Oct.	1906	15 Déc. 1885	W. B. Swan & al ..	Wid. A. Swan ..	Rights in P. 642	1224 Windsor ..	B \$ 4000 00
St. Andrew ..	143028	24 "	"	5 Oct. 1906	R. J. Duguid ..	John Downs ..	1628-H-4 11-G-4	1626-8 1953	B 4,5 00
" ..	143029	24 "	"	11 "	Dr Thos Jordan ..	Dr. C. E. Archibald ..	1624-1	3721 Dorchester ..	B 1,000 00
St. Joseph ..	143033	25 "	"	17 Août	Jos. Versailles ..	J. Bte Versailles ..	1/ S. O.-777	1245 Notre Dame ..	B 4,200 00
St. Ann's ..	143050	29 "	"	2 Oct.	The M. L. & M. Coy ..	A. Cardinal ..	810	4159 Chabotillez ..	B 103 &c d.
St. Ann's ..	143051	29 "	"	20 "	F. W. Kennedy ..	T. P. Stafford ..	1723	4600 William &c ..	B 1,818 40
" ..	143052	29 "	"	20 "	"	E. Hy. Kennedy ..	P. 1706-1711-1718-1710	26361 Dalhousie &c ..	B 1,655 00
" ..	143053	29 "	"	26 "	Sheriff ..	Hy. Tresten ..	1717	1936 Centre ..	B Consid.
St. Gabriel ..	143054	29 "	"	21 Sept.	Est. Geo. Outram ..	Frk Outram ..	3118	48-0 Magdalen ..	B Consid.
St. Ann's ..	143064	30 "	"	16 Oct.	Est. A. F. Gault ..	F. Chas. Skelton ..	1756-43 & 44	7677 William ..	B 33,556 55
West ..	143065	30 "	"	24 "	W. M. Ramsay ..	"The G. T. R. Coy." ..	17	2946 St. Paul ..	B Consid.
St. Ann's ..	430667	30 "	"	15 "	Wid. A. E. Rollason ..	R. McLaughlin ..	1756-45 & 46	6340 Notre Dame &c ..	B 36,000 00
St. Andrew ..	143066	30 "	"	19 "	M. A. Sippell ..	J. S. Parkes ..	P. 1163-20 P. 1662-21	1684-2 St. Mathew ..	B 5,000 00

{ B—Bâtisse ; Building.

{ L—Lot ; terrain vague.

P. TERRAULT,

Régistraire de la Ville.—Registrar